

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
COMMERCE EXTÉRIEUR
DE
L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

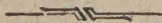
Le mardi 21 février 1911, à 1 heure 1/2

PAR

G. HERVET

Président : M. LESEUR, professeur.

*Suffragants : { MM. PILLET, professeur.
PERREAU, professeur.*



PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

44, Rue Victor Cousin, 44

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
COMMERCE EXTÉRIEUR

DE
L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 21 février 1911, à 1 heure 1/2



PAR

G. HERVET

Président : M. LESEUR, professeur.

Suffragants : { MM. PILLET, professeur.
PERREAU, professeur.

PARIS

EMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1911

LE
COMMERCE EXTÉRIEUR
DE
L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

INTRODUCTION

§ 1. — Considérations géographiques.

L'Afrique Occidentale française comprend toutes les régions possédées par la France, à l'ouest d'une ligne qui unirait le lac Tchad (entre Kologo et Nguingmi) à Bilma et au sud d'une autre ligne qui, partant de Bilma, se dirigerait, à travers le désert, jusqu'au cap Blanc. Mais les limites de la colonie sont déterminées, d'une manière plus précise, par les conventions internationales, et il importe que nous en donnions une idée exacte.

La frontière nord de l'Afrique Occidentale française est constituée par une ligne conventionnelle qui sépare nos territoires de la colonie espagnole de Rio de Oro. Elle part du cap Blanc et se dirige vers le

massif de l'Adrar. « Après avoir suivi le 21°20' de latitude nord, elle s'arrêterait dans l'intérieur sur le 15°20' de longitude ouest de Paris pour rejoindre le 14°20' de longitude par une courbe tracée de manière à laisser à la France le territoire de l'Adrar, y compris les salines de la région de la Sebkhah d'Idjil avec leurs dépendances (1). » Cette délimitation a été arrêtée par les articles 1, 2 et 3 de la convention du 27 juin 1900, intervenue entre la France et l'Espagne (2).

Au sortir du territoire espagnol, la ligne de démarcation devient exclusivement française, puisque son seul but est de séparer l'Afrique Occidentale française des dépendances sahariennes de l'Algérie.

Depuis le 16 avril 1904 (date de la rencontre à Timimoun du capitaine Théveniant parti de Tombouctou et du commandant Laperrine parti d'In-Salah), une délimitation, au moins sommaire, était devenue nécessaire. Un accord, intervenu entre les gouvernements de l'Algérie et de l'Afrique Occidentale française fit partir la frontière du cap Juby et la dirigea, suivant une ligne à peu près rectiligne, jusqu'à Tadjentourt. Enfin la ligne atteignait la frontière tripolitaine qu'elle coupait à mi-chemin entre Ghadamès et Mourzouk.

1. François, *L'Afrique Occidentale française*, p. 6. — Cf. F. Rouget, *L'expansion coloniale du Congo français*, Paris, 1900, p. 87.

2. Declerc.

Depuis cette époque et sur l'intervention du ministère des Colonies, cet accord a subi quelques modifications, qui ne sont pas essentielles et qui ont surtout pour but d'accorder une étendue plus considérable à l'Afrique Occidentale.

Entre l'Afrique Occidentale française et la colonie du Congo, la frontière est restée plus imprécise, quoique le contact entre les postes militaires des deux colonies se trouve réalisé sur la rive septentrionale du Tchad. Au nord du lac, en effet, s'étend une région désertique inoccupée et l'oasis de Bilma sur laquelle la Turquie exerce des prétentions et qui restera sans doute longtemps encore hors de la sphère effective d'influence française.

Au sud, les limites entre l'Afrique Occidentale française et les établissements anglais de Sokoto ont été définies par l'accord du 5 août 1890. Une commission technique franco-anglaise a procédé, sur les lieux mêmes, au tracé de la frontière qui a, d'ailleurs, été légèrement remanié, par le traité conclu, le 8 avril 1904, entre les deux métropoles. La frontière suit aujourd'hui une ligne assez irrégulière entre le lac Tchad et le Niger, ligne qui attribue à la France la rive Nord du cours inférieur du Komadougou et les villes du Gouré, Zinder, Tessaoua, tandis que l'Angleterre conserve Machena, Kano, Katsena, Sokoto. Le Niger est atteint à Ilo.

A partir de Porto-Novo, l'océan Atlantique forme

la limite naturelle de notre colonie. Mais de nombreuses enclaves viennent compliquer, à l'extrême, le tracé de la ligne frontière. C'est d'abord la colonie allemande de Togo, dont le territoire fut primitivement délimité par la convention du 24 décembre 1885, puis étendu par le traité de Paris du 23 juillet 1897.

Ensuite vient le territoire anglais de la Côte de l'Or (Gold-Coast) dont les limites sont déterminées par le traité du 14 juin 1898 et qui comprend presque tout le bassin de la Volta.

Plus loin, se trouve la République nègre indépendante de Libéria, dont les frontières sont, aujourd'hui encore, assez incertaines. Par le traité du 8 décembre 1897, elle a reconnu à la France des droits qui nous permettent d'exercer notre influence sur une partie du territoire de Libéria.

Au delà, les Anglais ont encore une nouvelle enclave de Soulima à la Grande-Seurcie. C'est la colonie de Sierra-Leone qui est limitée par la convention franco-anglaise du 21 janvier 1895.

L'estuaire du Rio-Grande et une partie de son bassin appartiennent au Portugal, dont la France a reconnu et précisé les droits le 12 mai 1886, en même temps que le cabinet de Lisbonne nous abandonnait le Fouta-Djalón.

Enfin, l'Angleterre occupe une étroite bande de terre sur chaque rive de la Gambie, depuis l'embouchure du fleuve jusqu'à Yarbatenda. Le grand traité

franco-anglais de 1904 a modifié l'étendue de cette possession.

Au total, on peut dire que, à l'exception d'un certain nombre de points isolés, la France possède, en Afrique Occidentale, toute la région comprise au sud-ouest d'une ligne qui partirait du cap Juby pour aboutir au lac Tchad en s'incurvant vers l'est, jusqu'à atteindre les postes les plus méridionaux de la Tripolitaine (Ghat et Mourzouck).

§ 2. — Histoire de la formation de l'Afrique Occidentale française.

La colonisation française, en Afrique Occidentale, remonte aux expéditions que des armateurs dieppois tentèrent, dès la fin du ^{xiv}^e siècle, sur les côtes de la colonie actuelle du Sénégal. Elles avaient un caractère purement commercial et ne laissèrent, sur le sol d'Afrique, aucune trace durable de leur passage. En réalité, les premiers postes français datent du ^{xvii}^e siècle. Saint-Louis-du-Sénégal est fondé sous Richelieu et, quelques années plus tard, les Français occupent l'île de Gorée.

Avec Richelieu débute l'ère des grandes compagnies de colonisation. Le Sénégal est exploité successivement par la Compagnie équinoxiale, puis par la Compagnie Normande, qui, en 1673, fut transformée en Compagnie du Sénégal. Malgré la concu-

rence des Portugais de Bissao, des Hollandais d'Arguin, des Anglais de Sierra-Leone, la Compagnie du Sénégal, sous l'habile direction d'André Brûe, réussit à étendre notre influence et à soutenir avec succès la lutte économique avec les autres nations européennes.

A la fin du règne de Louis XIV, il semblait que la France était sur le point de fonder en Guinée un bel empire colonial. Cet espoir fut de courte durée. L'échec du système de Law, la débâcle financière qui suivit et qui entraîna la ruine de la Compagnie des Indes, enfin la guerre de Sept Ans, consacrèrent la perte de notre domaine colonial. Le traité de Paris nous enleva le Sénégal et nous ne conservâmes, en Afrique Occidentale, que Saint-Louis, Gorée et les établissements de Guinée.

La Révolution, en proclamant la suppression des grandes Compagnies, la liberté du commerce, l'abolition de l'esclavage, ne contribua pas à rendre la prospérité à nos colonies et, à cette époque, notre influence fut réduite au minimum.

Le traité de Paris du 20 novembre 1814 nous restitua le Sénégal. Mais la reprise de possession ne se produisit qu'en 1816, à la suite de l'expédition dirigée par le colonel Schmaltz. A partir de ce moment l'œuvre de colonisation est activement poursuivie. Des accords sont conclus avec les indigènes. En amont de Saint-Louis sont fondées Richard Toll, Dagana et

Bakel. Enfin le mouvement de colonisation vers l'est se dessine déjà, et, en 1828, le jeune René Caillé atteint Tombouctou.

Le Gouvernement de Juillet ne fit guère, au Sénégal, qu'un travail de fixation et d'organisation, cherchant, en particulier, à donner à notre occupation un caractère moins militaire et plus commercial.

C'est à partir de 1848 qu'une série de gouverneurs actifs, Faidherbe, Jauréguiberry, Pinet-Laprade établirent les bases solides d'un empire colonial. Grâce à Faidherbe, l'autorité française fut reconnue à la fin du second Empire : *a)* sur tout le cours du Sénégal ; *b)* sur la côte, depuis le cap Blanc jusqu'à la Gambie anglaise. Des traités furent signés avec les tribus maures (Trarzas et Braknas). Des postes furent établis sur le fleuve à Podor, Saldé, Matam. Tous les pays de la rive gauche, le Oualo (1855), le Dinar (1858), le Toro, le Damga (1859) furent soumis à la domination française.

Enfin Faidherbe soutint, pendant trois ans, une lutte redoutable contre El-Hadji Omar. Ce n'est qu'en 1860 qu'il réussit à le réduire et nous acquit ainsi le cours et la rive gauche du Haut-Sénégal.

Sur les côtes de l'Océan, l'œuvre de colonisation ne fut pas moins active. Dans les rivières du Sud, Pinet-Laprade fit établir des postes à Boké et à Benty. En Côte d'Ivoire, le lieutenant Martin des Pollières conclut avec les chefs indigènes une série de con-

ventions. Un fort fut construit par Faidherbe à Jacquerville. En 1869, on put organiser sommairement quelques comptoirs sur la côte de l'Or.

Au Dahomey enfin, un traité fut conclu à Abomey le 1^{er} juillet 1851 avec le roi Guerzo, puis, en 1868, le roi Glé-Glé cédait à la France Kotonou, malgré les protestations et la résistance des Anglais.

La troisième République reprit et termina cette œuvre. De 1870 à 1890, sous la direction de Galliéni, de Borgnis-Desbordes et autres, le plan de pénétration dans le Soudan se poursuivit méthodiquement. Dans ce mouvement d'expansion, les Français rencontrèrent de puissants adversaires, en particulier Samory. Celui-ci, après une longue lutte, fut capturé au mois de septembre 1898 et exilé à Libreville où il mourut en 1900. La pacification de son empire fut assez rapide et en 1901, elle était complètement terminée.

Le cours supérieur du Niger était tout entier sous l'influence française et, en décembre 1893, Tombouctou, la cité mystérieuse, fut occupée par le lieutenant Boileux. Dès avant cette époque et jusqu'à aujourd'hui, les missions se sont succédées presque sans interruption, sillonnant en tous sens le Soudan et prenant presque toutes le Tchad comme objectif.

Au Sud, sur la côte de Guinée, l'œuvre de colonisation se poursuivait et là, les explorateurs eurent la bonne fortune de pouvoir remplir leur tâche sans avoir recours aux armes.

Il n'en fut pas de même au Dahomey, où notre influence, après s'être exercée longtemps pacifiquement, fut violemment combattue par le roi Behanzin. Mais deux expéditions, l'une en 1890, l'autre en 1892, réussirent à briser sa résistance. On peut donc dire qu'en 1895 la France était maîtresse de toute l'Afrique Occidentale.

C'est alors qu'on songea à réunir tous ces territoires en un vaste gouvernement général. Cette idée reçut un commencement d'exécution par le décret du 17 juin 1895. Ce décret fut modifié par le décret du 17 octobre 1899, qui, après la capture de Samory, adjoignit le Soudan au nouveau gouvernement, puis par le décret du 1^{er} octobre 1902. Ce n'est que par le décret du 18 octobre 1904 que le gouvernement général de l'Afrique Occidentale française reçut l'organisation administrative dont il est doté actuellement et qui a ouvert à cette colonie une ère de grande prospérité.

L'Afrique Occidentale française comprend six colonies : Sénégal, Guinée française, Côte d'Ivoire, Dahomey, Haut-Sénégal et Niger, et territoire civil de la Mauritanie. Le gouverneur général, qui habite Dakar, est assisté, dans chaque colonie, par des lieutenants gouverneurs. Il a, auprès de lui, un Conseil de gouvernement qui délègue une partie de ses attributions à une commission permanente.

§ 3. — Géographie économique sommaire
de l'Afrique Occidentale française.

L'Afrique Occidentale française est extrêmement riche et fertile, mais toute sa fortune provient de l'agriculture. L'industrie, telle que nous la concevons dans les États civilisés, n'y existe même pas à l'état embryonnaire. A peine peut-on noter quelques salines et quelques carrières au Sénégal, une usine à glace à Saint-Louis et deux usines électriques, l'une à Saint-Louis, l'autre à Rufisque.

Par contre, l'industrie indigène est assez développée. La Guinée fabrique des pagnes réputés pour leur solidité ; la Côte d'Ivoire, du savon fait d'une substance végétale appelée kalama. Un peu partout, on trouve des bijoutiers, des vanniers fort adroits et leurs travaux font l'objet d'un commerce très prospère.

Le sous-sol est assez riche. L'or existe, sous forme de quartz, dans plusieurs régions du Sénégal et du Soudan. Des filons ont été récemment découverts en Guinée, mais on rencontre surtout de l'or en paillettes, dans les alluvions. On a trouvé des nappes pétrolifères dans la Côte d'Ivoire, au arrière de la région des lagunes, et surtout au Dahomey. Le sel gemme est abondant en Mauritanie ; il existe aussi au Sénégal. Des gisements de fer se rencontrent sur

les côtes du golfe de Guinée et au Dahomey ; la Mauritanie possède quelques mines mal exploitées. D'une façon générale, toutes ces richesses minérales, à l'exception de l'or, ne sont mises en valeur que par les indigènes et dans des conditions très défavorables.

Les produits du sol sont, pour la colonie, une source de richesse beaucoup plus importante.

Les cultures les plus répandues sont le manioc et le maïs, qui entrent, pour une grosse part, dans l'alimentation des indigènes et dont la culture prend chaque jour plus d'extension.

Au Sénégal, l'arachide donne lieu, tant à l'intérieur qu'à l'exportation, à un commerce très actif. Sa graine fournit de l'huile, sa feuille du fourrage, ses amandes des tourteaux, son enveloppe des engrais. Des efforts ont été faits pour répandre et généraliser cette culture ; en Guinée, où le sol est favorable, les résultats ont été satisfaisants, mais, en Côte d'Ivoire et au Soudan, l'arachide est encore fort rare.

La gomme est très abondante en Mauritanie et au Sénégal, dans la région de Cayor. La Guinée produit la gomme copal qui s'exporte à Liverpool.

Le caoutchouc est récolté en grande quantité dans la Casamance, en quantité moindre sur la Côte d'Ivoire. Il était autrefois très répandu au Dahomey ; on cherche à l'y réintroduire.

Le coton se rencontre un peu partout à l'état sauvage, mais il n'a jamais été l'objet d'une culture méthodique et vraiment organisée.

Il en est de même du riz, qui pourrait donner lieu à un commerce très intéressant, mais qui n'est sérieusement cultivé que dans la Casamance où sont aménagées de vastes rizières. Il réussit également très bien en Guinée, dans la région du Rio-Pongo et de la Mellacorée.

Le cacao, quoique peu répandu, donne d'excellents résultats au Dahomey. Il en est de même du cocotier qui — tout à ses débuts au Dahomey, abondant mais mal exploité en Côte d'Ivoire — n'est vraiment productif qu'en Guinée, où pourtant l'organisation des plantations ne remonte qu'à 1907.

L'huile de palme, peu répandue au Sénégal, est, pour la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Dahomey, la source de revenus très importants et susceptibles de s'accroître. Le kolatier paraît avoir un certain avenir, principalement en Guinée et à la Côte d'Ivoire.

Enfin la Côte d'Ivoire tire de ses forêts une grande quantité de bois précieux. Malheureusement les coupes se font dans de très mauvaises conditions et il est à craindre que ces richesses ne soient gaspillées. Des études ont été entreprises dans le but de remédier à cet état de choses. Une première mission botanique, dirigée par M. Chevalier, a donné d'excel-

lents résultats. Une seconde mission a été envoyée (1).

L'élevage est très répandu dans toute la colonie. Les bœufs sont particulièrement nombreux, sauf en Côte d'Ivoire et dans le Bas-Dahomey. Ce sont d'excellents animaux de travail et de boucherie, mais les vaches sont mauvaises laitières. Leur production moyenne ne dépasse pas trois litres par jour pendant la période de lactation. Les races bovines, répandues dans la région, sont, en général, originaires du Fouta-Djallon.

Les moutons et les chiens sont nombreux. A ce sujet, il est intéressant de constater les excellents résultats qu'a donnés, dans le Haut-Sénégal et Niger, l'élevage du mouton, introduit tout récemment dans cette contrée.

Les chameaux, qu'on emploie comme animaux de somme, se rencontrent surtout dans la région du Niger et en Mauritanie. Ils font leur apparition au Sénégal pendant la saison sèche, mais supportent mal la saison des pluies.

Les chevaux, les ânes et surtout les volailles sont extrêmement abondants.

En résumé, l'Afrique Occidentale française est une contrée riche, fournissant des produits variés. Sans

1. Elle se composait de M. Gros, capitaine d'artillerie coloniale, chef de mission, de M. Grünwald, ingénieur agronome ; Rousseau, médecin aide-major. On peut regretter que cette mission n'ait pas compris un plus grand nombre de spécialistes.

doute ses richesses économiques ne sont ni bien connues, ni surtout bien exploitées. Le pays est neuf, et il faut lui faire crédit. Dans la suite de ce travail, nous allons avoir à étudier le développement économique de l'Afrique Occidentale française. Nous allons voir avec quelle rapidité les chiffres ont augmenté et cette étude du passé et du présent nous laissera entrevoir ce que peut être l'avenir.

CHAPITRE PREMIER

Le commerce de l'Afrique Occidentale française avant 1895

Nous diviserons cette étude en trois sections. Nous étudierons d'abord le commerce extérieur de la colonie avant 1863, date à laquelle commencent les statistiques coloniales : c'est, pour ainsi dire, la période préhistorique. Les documents sont rares et incommodes, les faits peu connus et souvent insignifiants.

A partir de 1863, le commerce se développe d'une façon continue. Nous étudierons cette progression d'abord au Sénégal qui, à cette époque, a déjà reçu une certaine organisation. Ce sera l'objet de notre deuxième section.

Enfin, dans une troisième section, nous suivrons le mouvement commercial des autres colonies, qui sont en voie de formation.

SECTION I

Le commerce de l'Afrique Occidentale française avant 1863.

Au commencement du xvii^e siècle, le commerce de la France avec l'Afrique Occidentale française est inexistant. La première date certaine que l'on ait sur la colonie est celle de 1626, où la Compagnie de Dieppe et Rouen envoie Thomas Lombard comme gouverneur du Sénégal. Ni lui, ni ses successeurs n'obtinrent de résultats et tout le xvii^e siècle est marqué par des insuccès. La Compagnie de Dieppe et Rouen, de 1626 à 1664, la Compagnie des Indes Occidentales de 1664 à 1673, la Compagnie d'Afrique de 1673 à 1681, la Compagnie du Sénégal, de 1681 à 1695, se ruinèrent successivement.

Le commerce, dont ces divers concessionnaires avaient le monopole, portait principalement sur les esclaves. Mais la mauvaise organisation des ports, l'insuffisance d'établissements tels que Saint-Louis et Gorée, qui, à cette époque, n'étaient que de simples comptoirs, enfin la concurrence de la Hollande et de l'Angleterre, contrariaient le développement de notre colonisation.

C'est seulement avec André Brûe, de 1695 à 1724, que le commerce s'organise et se fixe. Avant lui, en

effet, tous les échanges consistaient dans le troc de quelques bœufs contre des flacons d'alcool. Une politique inintelligente écartait les indigènes. Aussi le commerce européen était-il extrêmement réduit et les Maures, en relations avec le Maroc, faisaient-ils tout le commerce indigène.

Brüe décida de conquérir à la France ce vaste domaine économique. Tous ses efforts tendirent à développer la traite des nègres. Il achetait des noirs aux petits souverains indigènes, et les expédiait en Amérique. Quelques années avant l'arrivée de Brüe, en 1682, un nègre de premier choix ne coûtait que 10 livres au Sénégal, et se vendait jusqu'à 100 écus dans les colonies américaines (1). Après 1697, les prix d'achat furent un peu plus élevés et l'on peut estimer que, vers la Gambie, un esclave, dans la force de l'âge, valait en moyenne 40 livres. Ces chiffres expliquent combien les demandes des colons américains étaient pressantes et quelle ardeur les négriers apportaient à leur commerce.

On comprendra plus difficilement comment un semblable trafic a pu durer, pendant des siècles, sans soulever de protestation sérieuse. Cette indifférence de l'opinion publique ne peut s'expliquer que d'une façon : l'Europe ne connaissait pas la vérité. On ignorait les horreurs de la traite. On aimait à croire qu'elle

1. Lemaire. *Les voyages du sieur Lemaire aux Iles Canaries, Cap Vert, Sénégal et Gambie*. Paris, 1695, p. 65.

sauvait des malheureux destinés à la mort et qu'elle épargnait des crimes à ceux qui les vendaient. Cette ignorance était d'autant plus profonde que le système de commerce, pratiqué en Afrique, fermait ce pays aux visiteurs et en faisait le domaine presque exclusif des acheteurs d'esclaves.

André Brûe veilla à ce que le privilège commercial de la Compagnie du Sénégal fût scrupuleusement respecté. En 1697, l'Angleterre ayant momentanément déclaré le commerce libre, le gouverneur français s'opposa à ce que les indigènes des pays occupés par la France traitassent avec les commerçants anglais. Grâce à sa politique autoritaire et à son activité très réelle, il réussit à donner au commerce français des esclaves une très grande importance.

Il faut heureusement reconnaître que l'œuvre de Brûe ne se borna pas à développer l'esclavage. Il essaya aussi d'enlever aux Maures le commerce des gommes et y réussit en partie. Sa tactique consista à interdire, sous prétexte de désordres, les foires où les Maures venaient faire leurs achats. Il eut à lutter aussi contre la malhonnêteté de ses employés qui revendaient en sous-main à des Maures la gomme qu'ils avaient achetée pour le compte de la Compagnie. Enfin, grâce à des négociations compliquées dans le détail desquelles nous ne pouvons pas entrer, il réussit à drainer vers l'Europe une partie du commerce local.

Le commerce de l'or fit aussi l'objet des efforts d'André Brüe. A plusieurs reprises, il conçut un projet d'exploitation des mines d'or du Galam ; mais il ne put le réaliser. Néanmoins la poudre d'or était un des articles importants du commerce de traite. Enfin l'ambre gris, l'ivoire, les plumes d'autruche donnaient lieu à un trafic assez actif.

Au total, le commerce d'exportation s'élève à environ 800.000 livres, ce qui est un chiffre assez modeste. Comme nous l'avons vu, les matières les plus importantes sont les cuirs, les esclaves, l'ivoire, l'or, et surtout la gomme. Ce dernier produit a des prix extrêmement variables, évoluant entre 100 et 750 livres par quintal. Il est fourni, presque en totalité, par la Mauritanie.

Quelle est la contrepartie de ce commerce d'exportation et sur quoi portent les importations ? Elles sont à peu près nulles. L'eau-de-vie reste la marchandise la plus importante. Mais ni les cotonnades, ni la bimbeloterie, ni la poudre de traite et les armes, qui figurent sur la liste des importations, ne donnent lieu à un trafic digne d'être mentionné. Tel est l'état du commerce à l'époque d'André Brüe, d'après les renseignements qu'il fournit lui-même dans ses mémoires.

Après lui, les documents font défaut. Nous savons seulement que la prospérité de notre colonie diminue pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, mais

il faut attendre la Restauration pour trouver des informations précises et intéressantes.

En 1786, à la veille de la suppression des Compagnies privilégiées, les exportations atteignent le chiffre de 7.260.000 francs.

A la suite des guerres de la Révolution et de l'Empire, l'importance du commerce du Sénégal baisse singulièrement, puisque, en 1836, il ne dépasse pas 7 millions de francs, importations et exportations réunies. Il faut se rappeler que c'est à cette période que se rattache la suppression de la traite.

A partir de 1836, la marche ascendante reprend son cours. Durant les dix années qui suivent, l'ensemble du commerce sénégalais s'élève à 14 millions. Arrivé à ce chiffre, il reste stationnaire jusqu'en 1855, année de la nomination de Faidherbe au poste de gouverneur. Il atteint, à ce moment, 14.434.758 francs. Quatre ans après en 1859, le commerce avait augmenté de huit millions. Cette augmentation est due surtout à la plus-value des importations qui passent, de 7.870.349 francs en 1855, à 12.639.491 en 1859. Les exportations, pendant la même période, passent de 6.564.409 francs à 9.527.867 francs.

Les principaux produits exportés sont la gomme et l'arachide. La gomme, déjà exploitée au XVIII^e siècle, reste, au XIX^e, l'une des bases du commerce du Sénégal. Mais l'arachide, absolument inconnue avant 1840, fait brusquement son apparition à cette épo-

que. Elle atteint très vite une grande importance : 2.489.470 francs en 1851 ; 1.997.216 francs en 1855 ; 2.243.712 en 1859, — chiffres qui correspondent, à peu près, à ceux de la gomme.

Ces deux produits forment environ les deux tiers du commerce d'exportation. Le reste est fait de caoutchouc, plumes, or, graine de lin, peaux, poissons frais. En somme, à la fin de notre période, les colonies de l'Afrique Occidentale sont en voie de développement rapide et leur commerce tend à prendre une grande extension.

SECTION II

Le commerce extérieur du Sénégal de 1863 à 1895.

Le Sénégal, en 1863, était à peine colonisé. En 1895, c'est déjà l'une des plus anciennes et des plus riches colonies françaises. Comment, pendant cette période de trente ans, le commerce de notre colonie s'est-il comporté ?

Il importe, pour y répondre, d'envisager la question sous ses différents aspects. Dans un premier alinéa, nous étudierons les chiffres du commerce général, des importations et exportations, tels qu'ils nous sont fournis par les statistiques du commerce. Nous donnerons une idée précise de l'évolution de ces trois chiffres, qui permettra de suivre la courbe du mouvement ascensionnel du commerce.

Nous rechercherons alors les principaux produits introduits et exportés et verrons pour quelle part ils entrent dans les chiffres généraux précités. Ce sera l'objet du deuxième alinéa.

Nous étudierons ensuite le mouvement des ports. Enfin, dans un dernier alinéa, nous passerons en revue le commerce de nos colonies d'Afrique avec les différents pays, et notamment avec la France et l'Angleterre.

§ 1. — Commerce général.

Nous allons réunir en un tableau les chiffres du commerce général, des importations et des exportations. Pour ne pas en exagérer la longueur, nous ne donnerons pas les chiffres de toutes les années. Nous nous contenterons d'indiquer les statistiques d'une année sur trois.

Années	COMMERCE GÉNÉRAL	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1863..	33.143.690	18.643.889	14.499.786
1865...	35.987.306	26.201.044	18.399.023
1868...	38.252.968	21.699.214	16.553.754
1870...	30.985.226	13.174.804	17.811.022
1874...	28.762.698	12.126.631	16.678.067
1877...	31.391.654	12.991.545	18.400.109
1880...	41.837.268	16.487.870	25.349.398
1883...	Les statistiques n'ont pas été dressées en 1883		
1886...	41.233.308	24.616.238	16.617.130
1889...	Les statistiques n'ont pas été dressées en 1889		
1892...	41.594.220	24.260.128	17.334.092
1895...	40.703.941	28.268.054	12.435.887

On peut donc, au point de vue de l'évolution générale du commerce, diviser en trois parties la période comprise entre 1863 et 1895. L'une, qui va de 1863 à 1868, est une période de prospérité croissante. Les importations sont sensiblement supérieures aux exportations et tendent à s'accroître encore.

De 1869 à 1880, une crise sévit en Europe. Les produits sont importés en moins grand nombre. L'exportation, par contre, se développe et devient supérieure à l'importation.

Enfin, de 1880 à 1895, les importations reprennent le dessus et se développent de nouveau.

Dans l'ensemble, le commerce a progressé dans de notables proportions. Il s'est accru d'environ dix millions.

§ 2. — Étude économique du commerce.

a) *Importations.* — Les produits, qui font l'objet du commerce d'importation, sont sensiblement les mêmes qu'autrefois, et seules leurs quantités ont varié. Nous indiquons dans le tableau suivant les principaux produits et la valeur de leur importation en 1863, 1875 et 1896 (1).

1. Nous citons les chiffres de 1896, parce que les statistiques du commerce de 1895 ne donnent que des renseignements insuffisants.

PRODUITS	1863	1875	1896
Riz.	749.494	898.482	1.640.732
Alcools divers	346.086	914.124	645.906
Verroteries	167.555	122.040	142.574
Tissus de lin et de chanvre	1.311.773	421.587	198.672
Tissus de jute	»	»	126.943
Tissus de laine. . . .	186.316	45.038	65.509
Tissus de coton. . . .	6.732.224	2.512.361	9.859.984
Tabac	1.664.065	1.000.672	1.309.613

Ce tableau permet de relever quelques résultats intéressants. C'est pendant notre période que le commerce de l'alcool a atteint son plus haut développement ; il commence à décroître. Les tissus de lin et de chanvre tendent à disparaître ; par contre, les tissus de jute font leur apparition. Une certaine diminution se manifeste dans l'importation du tabac.

b) *Exportations.* — Les objets exportés ont aussi fort peu varié, ainsi qu'en fait foi le tableau suivant :

PRODUITS	1863	1875	1896
Peaux brutes.	458.006	581.904	7.134
Arachides.	7.072.621	6.691.993	9.146.012
Gommes	2.374.069	2.704.337	2.989.742
Caoutchouc	165.375	14.377	624.236
Or brut	»	11 598	150.904

On peut observer, pendant cette période, la disparition presque complète du commerce des peaux

brutes, et le développement de l'arachide et du caoutchouc. Il faut noter que le Sénégal exporte encore un certain nombre de produits accessoires : plumes de parures, dents d'éléphants, millet, orge, maïs, etc.

§ 3. — Commerce des Ports.

Tout le commerce extérieur de la colonie se fait par deux ports : Saint-Louis et Gorée-Dakar.

a) Commerce de Saint-Louis.

Années	Entrées		Sorties	
	Nombre de navires	Tonnage	Nombre de navires	Tonnage
1863 . .	82	11.320	89	13.317
1867 . .	72	12.599	74	14.044
1871 . .	84	14.582	84	14.763
1875 . .	82	11.246	88	12.850
1879 . .	103	26.165	87	17.981
1883 . .	Les statistiques de 1883 n'ont pas été dressées. Les statistiques de 1887 ne fournissent que des renseignements généraux sur le commerce de la colonie, sans détailler ce qui ressort à chaque port.			
1887 . .				

Ce commerce porte, à l'importation, sur les cotonnades et les boissons, et, à l'exportation, sur les arachides, la gomme et l'huile de palme. La gomme venant des bords du Sénégal aboutit tout entière

à Saint-Louis, d'où elle est dirigée sur l'Europe. Le commerce de Saint-Louis est surtout un commerce d'exportation.

b) *Commerce de Gorée-Dakar.* — Gorée-Dakar est pendant notre période, le premier port de la colonie. Sa magnifique rade lui assure ce rang et, quoique d'un accès un peu difficile pour les produits de l'intérieur, la ville est la métropole du commerce des arachides. Celles-ci en effet sont récoltées, en grande partie, dans le Cayor et Dakar se trouve être le débouché naturel de cette riche contrée. Le tableau suivant donnera une idée du mouvement commercial du port :

Années	Entrées		Sorties	
	Nombre de navires	Tonnage	Nombre de navires	Tonnage
1863 . .	645	32.542	704	40.981
1867 . .	590	35.195	466	38.695
1871 . .	557	45.264	587	53.845
1875 . .	625	52.026	639	60.384
1879 . .	612	55.118	598	65.652
1883 . .	Mêmes remarques que pour le port de Saint-Louis.			
1887 . .				

La comparaison des chiffres de Gorée et de Saint-Louis montre que Saint-Louis reçoit surtout des navires au long cours, tandis que Gorée pratique le commerce de cabotage.

Comparons, par exemple, les statistiques de 1879. Saint-Louis a reçu 103 navires, jaugeant 26.165 tonnes, soit 244 tonnes par navire. Gorée a reçu 612 navires, jaugeant ensemble 55.118 tonnes, soit 90 tonnes par unité. Les navires de Dakar ont donc, en moyenne, une capacité beaucoup moindre.

La démonstration peut, d'ailleurs, être fournie d'une autre manière. Sur les 103 navires reçus par Saint-Louis, 52 seraient de France et 51 du Sénégal. Sur les 612 navires reçus par Gorée, 53 seraient de France, 517 du Sénégal ou des Rivières du Sud, 41 de la Gambie anglaise ou de la Guinée Portugaise, 1 d'Angleterre. En fait, Gorée paraît avoir une sorte de monopole du cabotage avec les Rivières du Sud.

§ 4. — Commerce avec les différents pays.

Nous allons donner une idée du commerce du Sénégal avec les différents pays en dressant un tableau des navires classés d'après leur port d'origine et arrivés dans la colonie pendant les années 1863, 1871 et 1879.

a) *Commerce avec la France.*

	1863		1871		1879	
	Navires	Tonnage	Navires	Tonnage	Navires	Tonnage
Le Havre. .	9	2.108	9	1.321	8	2.216
Bordeaux. .	40	10.517	49	14.900	50	25.204
Agde . .	1	205	»	»	»	»
Marseille. .	15	4.056	52	15.350	44	17.781
Toulon . .	2	456	»	»	»	»
La Rochelle.	»	»	»	»	2	275
Dunkerque .	2	348	4	1.031	5	1.991
Rouen . .	6	1.408	1	267	1	257

Enfin, si nous comparons, pour les mêmes dates, les statistiques du commerce général, nous obtenons les chiffres suivants :

	1863	1871	1879
Commerce gén. (avec la France).	20.743.504	20.339.095	18.980.125
Importations (de France).....	10.051.184	6.994.158	6.172.944
Exportations (sur France).....	10.692.330	13.344.847	12.807.181

b) Commerce avec les pays étrangers.

	1863			1871			1879		
	Na- vires	Ton- nage	Valeur du char- gement	Na- vires	Ton- nage	Valeur du char- gement	Na- vires	Ton- nage	Valeur du char- gement
Allemagne.....	1	173	»	»	»	»	17	»	148.373
Suède.....	1	»	45.000	»	»	»	»	»	»
Angleterre.....	1	296	»	10	»	325.983	19	»	152.697
Portugal.....	2	238	»	»	»	»	»	»	»
Etats-Unis.....	16	»	815.602	18	»	902.408	12	»	341.157
Iles du G. Vert.	21	»	58.359	1	32	»	8	»	89.611
S ^{te} Marie, C ^{ie} sud	92	412.622	»	»	»	»	»	»	»
Petite Côte	361	105.737	»	»	»	»	»	»	»
Norvège.....	»	»	»	»	»	»	4	»	12.642
Espagne.....	»	»	»	»	»	»	1	»	903
Canaries.....	3	683	»	8	1.153	»	»	»	5.330
Gambie.....	2	181	»	33	1.533	»	40	»	»
Sierra-Leone....	1	47	»	1	109	»	»	»	»
Bissao.....	8	366	»	6	312	»	1	»	»
Rio-Pongo.....	3	107	»	»	»	»	»	»	»
Rio-Nunez.....	1	70	»	»	»	»	»	»	»
Boulom.....	»	»	»	8	1.217	»	27	»	»
Montevideo....	»	»	»	1	245	»	»	»	»
Buenos-Ayres..	»	»	»	1	491	»	»	»	»
Belgique.....	»	»	»	1	289	»	»	»	»
Italie.....	»	»	»	1	304	»	»	»	»

Enfin les statistiques nous donnent les chiffres suivants sur le commerce général avec les pays étrangers :

	1863	1871	1879
Comm. gén. avec les pays étrangers	9.706.340	8.627.696	8.407.081
Importations (de l'étranger).....	7.255.666	6.229.385	6.484.321
Exportations (sur l'étranger).....	2.450.674	2.398.311	1.922.760

SECTION III

Le commerce extérieur de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey, de 1863 à 1895.

Cette étude se divise tout naturellement en trois parties, un paragraphe étant consacré à chacune des trois colonies.

§ 1. — Le commerce extérieur de la Guinée française de 1863 à 1895.

Pour apprécier le commerce extérieur de la Guinée française, nous allons dresser trois tableaux qui nous donneront les statistiques de 1885 (1) à 1894.

Le premier de ces tableaux indiquera les chiffres du commerce général, des importations et des exportations.

Le deuxième tableau donnera une nomenclature des principaux produits, tant à l'importation qu'à l'exportation, et un aperçu de leur valeur.

Enfin le troisième tableau montrera quelle est la part de chaque pays dans le commerce de la Guinée française.

1. Avant 1885, les statistiques coloniales ne donnent aucun renseignement.

Premier tableau

COMMERCE GÉNÉRAL DE LA GUINÉE FRANÇAISE

	Commerce général	Importations	Exportations
1885.....	4.376.636	2.622.821	1.753.815
1886.....	Les statistiques de 1886 n'ont pas été publiées.		
1887.....	4.703.669	2.206.155	2.407.514
1888.....	Les statistiques de 1888 n'ont pas été publiées.		
1889.....	Les statistiques de 1889 n'ont pas été publiées.		
1890.....	8.334.675	4.332.604	4.002.071
1891.....	Les statistiques de 1891 n'ont pas été publiées.		
1892.....	7.621.953	3.609.396	4.012.557
1893.....	8.879.275	4.077.577	4.801.698
1894.....	10.115.865	4.893.688	5.222.177

Deuxième tableau

NATURE ET VALEUR DES PRODUITS

a) Importations.

	Alcools	Tabacs en feuilles	Sel	Coton- nades	Conserves	Riz
1885...	Les statist. du commerce ne donnent pas de détails en 1885.					
1886...	Pas de statistiques en 1886.					
1887...	134.379	343.686	80.350	641.619	7.265	67.679
1888...	Pas de statistiques en 1888.					
1889...	Pas de statistiques en 1889.					
1890...	336.462	352.566	»	1.720.316	»	»
1891...	Pas de statistiques en 1891.					
1892...	334.354	315.576	270.815	1.570.016	»	»
1893...	341.260	271.514	197.417	2.032.149	57.630	58.071
1894...	562.451	309.329	247.300	2.387.529	162.736	261.914

b) *Exportations.*

	Peaux brutes	Kolas	Ara- chides	Sésames	Amandes de palme	Gomme copal	Caoutchouc
1885..	207,239	19,133	57,115	28,820	325,122	227,289	650,171
1886..	Pas de statistiques en 1886.						
1887..	161,680	11,465	5	93,258	85,396	158,470	806,144
1888..	Pas de statistiques en 1888.						
1889..	Pas de statistiques en 1889.						
1890..	194 501	108,916	253,882	336,310	316,312	108,779	2 487,740
1891..	Pas de statistiques en 1891.						
1892..	168,139	48,707	103,065	97,399	346,786	208,711	2 856,267
1893..	161,246	140,580	198,085	15,518	302,260	279,803	3,487,632
1894..	215,059	140,148	196,892	130,826	362,403	321,852	3,486,889

Troisième tableau

COMMERCE AVEC LES DIFFÉRENTS PAYS

a) *Importations.*

Produits importés	Pays d'origine
Alcool	Angleterre. Allemagne.
Tabacs en feuilles	Etats-Unis.
Cotonnades.	France. Angleterre.
Objets divers	France. Angleterre.

b) *Exportations.*

Produits exportés	Principales destinations
Peaux brutes	Colonies anglaises. France.
Kolas.	Sénégal, Colonies angl. France.
Arachides	Sénégal. France.
Sésames.	Colonies angl. Sénégal. France.
Amandes de palme	— — —
Gomme copal.	— — —
Caoutchoucs	— — —

c) *Proportion du commerce français
dans le commerce total.*

1887.	8 %
1892.	15,96 %
1893.	13,56 %
1894 (1)	12,40 %

Ce tableau démontre que la presque totalité du trafic allait à l'étranger, et surtout à l'Angleterre.

§ 2.— **Le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire,
de 1863 à 1895.**

Les documents relatifs au commerce de la Côte d'Ivoire ne sont pas très nombreux. On ne trouve guère qu'une notice statistique très incomplète publiée en 1883, par le ministère de la Marine et des Colonies et des tableaux un peu plus développés publiés dans les « Statistiques coloniales » de 1892 à 1895.

Dans la période que nous étudions, le commerce porte sur l'huile de palme, l'or, l'ivoire, les bois de teinture que l'on échange contre des étoffes, de la poudre de traite, des fusils, du tafia, du tabac, des pipes, des marmites, des caisses de savon.

1. Nous ne citons pas les autres années parce que les statistiques en sont incomplètes ou même n'ont pas été publiées.

Les ports, qui assurent ce trafic, sont Assinie, Grand-Bassam et Delon.

Nous allons, dans les tableaux suivants, utiliser les renseignements fournis par les « Statistiques coloniales. » Malheureusement ces renseignements ne portent que sur quatre années et ne nous permettent pas de suivre l'évolution du commerce depuis le commencement de notre période.

a) *Importations.*

PRODUITS	1892	1893	1894	1895
Liqueurs de traite.....	192.689	282.021	363.817	419.516
Armes	104.710	119.112	191.450	148.780
Futailles vides.....	178.522	»	»	»
Poudre de traite.....	183.952	146.652	244.336	182.333
Tabacs en feuilles.....	121.948	97.210	137.218	133.636
Tissus.....	502.682	696.745	702.655	644.711
Ouvrages en fer.....	16.844	52.881	202.224	187.991
Sel.....	17.453	69.782	88.712	170.931
Ouvrages en cuivre.....	22.373	31.162	39.738	71.053

b) *Exportations.*

PRODUITS	1892	1893	1894	1895
Acajou	571.324	469.481	472.406	294.455
Café.....	79.607	76.154	115.360	59.327
Caoutchouc.....	174.799	231.097	418.371	284.625
Huile de palm.....	2.279.170	3.029.332	2.116.194	2.089.908
Amandes de palme.....	194.909	260.818	266.867	252.781
Poudre d'or.....	411.690	217.989	628.357	656.896

c) *Part de la France dans le commerce
de la Côte d'Ivoire.*

	1892	1893	1894	1895
Total du commerce général de la Côte d'Ivoire..	5.718,312	6.837,583	7.193.462	6.709.047
Proportion de ce commerce avec la France.....	28,8 %	21 %	21 %	18,2 %
Total des importations de la Côte d'Ivoire.....	1.979,578	2.475.487	3.124.053	2.999.596
Proportion des importations françaises.....	10 %	8,10 %	12,8 %	10 %
Total des exportations de la Côte d'Ivoire.....	3.738.734	4.362.096	4.069.409	3.706.451
Proportion des exportations sur France.....	37,8 %	29,9 %	27,5 %	27 %

§ 3. — Le commerce extérieur du Dahomey.

Les renseignements donnés par les statistiques sont très peu abondants. En effet, à l'époque que nous envisageons, les colonies de la côte des Esclaves étaient réunies au Gabon sous le nom d'établissements du golfe de Guinée et nous n'avons, sur elles, que des chiffres généraux qui ne présentent pas beaucoup d'intérêt. Cependant les statistiques de 1887 contiennent quelques détails. Ce n'est qu'à partir de 1890, date de la séparation du Dahomey et des établissements du Congo, que nous avons des indications précises, quoique très incomplètes, le service des douanes n'ayant été organisé qu'en 1894.

Nous allons exprimer ces résultats en un tableau qui donnera les principales importations et exportations pour les années dont les chiffres nous sont connus.

a) *Importations.*

PRODUITS	1887	1895	PORTS D'ORIGINE
Boissons(alc ,tafia,genièv.)	2.180.232	3.432.639	Marseille, Hambourg, Liverpool.
Tissus (cotonnades).....	714.752	3.014 014	Marseille, Hambourg.
Tabac.....	449.660	»	Marseille, Hambourg.
Sel.....	155.175	251 000	Marseille, Hambourg.
Armes.....	61.972	»	Hambourg.
Poudres.....	142.932	112.068	Hambourg, Marseille, Liverpool.
Mercerie.....	154.006	176 388	Hambourg, Marseille, Liverpool.
Farineux alimentaires....	»	179 939	Marseille (pour moitié environ).
Denrées colon (thé, café).	»	908.428	
Bois.....	»	140.763	
Marbres et comb. minér.	»	181.535	
Poteries.....	68.475	120.081	
Ouvrages en métaux.....	4.755	1.207.723	
Ouvrages en bois.....	»	294.247	

b) *Exportations.*

PRODUITS	1887	1895
Poissons.....	»	125.534
Fruits et graines (amandes de palme).....	2.966.399	4.840.254
Huiles et sucs végétaux (huile de palme)....	1.938.421	5.416.372
Tissus (provenant de l'importation).....	»	133.069

c) *Totaux généraux.*

	1887	1892	1893	1894	1895
Total des importations.....	3.991.769	6.432.700	10.456.857	10.771.789	10.542.220
Valeur des importations françaises..	1.762.965	1.836.881	4.505.149	3.544.833	3.407.985
Prop. des marchandises franç. dans les imp. totales.	43 %	13,32 %	44,55 %	34,65 %	33 %
Total des exportations.	4.004.820	7.259.910	8.833.460	9.973.703	10.521.868
Valeur des exportations sur France.	»	1.593.821	2.353.882	2.733.815	3.946.350
Rapp. des exportations sur France dans les exp. tot.	»	18,80 %	20,24 %	27,27 %	38 %
Total général.....	8.896.589	13.692.611	19.290.318	20.745.493	21.064.088

CHAPITRE II

Le commerce extérieur de l'Afrique Occidentale française de 1895 à 1908 (1).

L'année 1895 marque une date importante dans l'histoire de notre colonie. C'est en effet la date de la création du gouvernement général. C'est aussi le point de départ des travaux statistiques plus précis accomplis par l'administration.

Nous nous étendrons beaucoup plus longuement sur cette période puisque nos informations sont plus complètes et plus sûres. Une étude plus approfondie des années les plus voisines de l'heure actuelle présente d'ailleurs, au point de vue pratique, un intérêt plus considérable que la description rétrospective

1. Nous n'étudierons pas les statistiques postérieures à 1908, parce que, au moment où nous écrivons, les documents officiels que publie l'Office Colonial n'ont pas encore paru. Les statistiques ne parviennent en effet à la métropole que le 30 avril et ne sont publiées que beaucoup plus tard. Voir à ce sujet une circulaire ministérielle du 7 janvier 1905, *Bulletin du Gouvernement général de l'Afrique Occidentale française*, année 1905, p. 217.

du commerce ancien de notre grande colonie africaine.

Nous diviserons cette étude en trois parties :

1° Nous étudierons d'abord les statistiques du commerce général ; 2° puis nous indiquerons comment se décompose par produits ce commerce général ; 3° en dernier lieu, nous rechercherons quelle part ont prise dans ce commerce les divers pays du monde, en insistant particulièrement sur le commerce français.

SECTION I

Commerce général.

Les différentes statistiques publiées nous permettent de dresser le tableau suivant :

ANNÉE 1895 (1)

Commerce total	78.777.356
Importations	47.882.773
Exportations.	38.974.582
Sénégal-Soudan	40.703.942
Côte d'Ivoire	6.706.047
Dahomey.	21.064.088
Guinée	10.303.279

1. Nous avons tiré ces chiffres des tableaux parus dans les « Statistiques du Commerce » publiées par le ministère des Colonies, 1901, p. XI à XIX.

ANNÉE 1896 (1)

Commerce total	79.195.738
Exportations	38.974.484
Importations	42.986.194
Sénégal-Soudan	42.648.165
Côte d'Ivoire	8.543.342
Dahomey.	18.345.796
Guinée	10.258.435

ANNÉE 1897

Commerce total	79.883.628
Importations	48.754.799
Exportations	38.159.446
Sénégal-Soudan	43.640.846
Côte d'Ivoire	8.705.193
Dahomey.	13.368.404
Guinée	14.168.585

ANNÉE 1898

Commerce total	98.650.006
Importations	57.768.730
Exportations	49.532.637

1. De 1895 à 1901, nous empruntons nos chiffres à G. François, p. 484.

Sénégal-Soudan	55.756.229
Côte d'Ivoire	10.054.391
Dahomey.	16.884.783
Guinée	15.954.603

ANNÉE 1899

Commerce total	116.847.317
Importations.	84.240.400
Exportations	32.506.917
Sénégal-Soudan	59.532.778
Côte d'Ivoire	11.363.713
Dahomey.	23.346.172
Guinée	22.704.654

ANNÉE 1900

Commerce total	129.864.344
Importations	85.382.891
Exportations	44.481.553
Sénégal-Soudan	65.527.427
Côte d'Ivoire	15.671.014
Dahomey.	26.139.392
Guinée	22.529.511

ANNÉE 1901

Commerce total	157.597.853
Importations	94.867.190

Exportations	62.730.663
Sénégal-Soudan	102.279.361
Guinée	15.727.186
Dahomey.	26.231.566
Côte d'Ivoire	13.838.496

ANNÉE 1902

Commerce général	133.504.702
Importations.	75.906.310
Exportations	57.598.190
Sénégal-Soudan	61.432.818
Guinée	23.895.123
Côte d'Ivoire	17.416.959
Dahomey.	30.759.602

ANNÉE 1903

Commerce général	161.822.640
Importations	89.948.359
Exportations	71.874.281
Sénégal	92.293.008
Guinée.	32.033.717
Côte d'Ivoire	16.691.591
Dahomey.	20.804.324

ANNÉE 1904

Commerce général	155.952.303
Importations	90.913.422

Exportations	65.038.881
Sénégal	79.767.632
Guinée	28.477.299
Côte d'Ivoire	25.870.125
Dahomey.	21.822.743

ANNÉE 1905

Commerce général . . .	153.075.371
Importations	96.867.453
Exportations.	56.207.918
Sénégal	77.879.133
Guinée	35.298.475
Côte d'Ivoire	21.531.090
Dahomey.	18.366.673

ANNÉE 1906

Commerce général. . . .	163.446.920
Exportations	70.958.994
Importations	92.488.526
Sénégal	89.884.411
Guinée	33.260.142
Côte d'Ivoire	21.281.752
Dahomey.	19.020.615

ANNÉE 1907

Commerce général . . .	177.440.316
Importations	97.010.200

Exportations.	80.430.116
Sénégal et Niger	98.555.256
Guinée	32.333.961
Côte d'Ivoire	25.224.804
Dahomey.	21.326.295

ANNÉE 1908

Commerce général . . .	193.091.414
Importations.	108.590.468
Exportations	84.500.949
Sénégal	112.543.749
Haut-Sénégal et Niger. .	2.790.390
Guinée	32.333.961
Côte d'Ivoire	25.224.804
Dahomey.	22.916.908

ANNÉE 1909 (1)

Commerce général . . .	228.400.114
Importations	118.567.943
Exportations.	109.832.171
Sénégal	127.077.156

1. A partir de 1901, les chiffres ci-dessus sont empruntés aux « Statistiques du Commerce ».

Les statistiques de 1910 ne sont pas encore publiées, mais tout fait prévoir que les exportations y atteindront un chiffre exceptionnel. Arachides au Sénégal, amandes de palme au Dahomey, caoutchouc en grande augmentation.

Haut-Sénégal et Niger	5.502.639
Guinée	41.289.164
Côte d'Ivoire	22.980.094
Dahomey.	30.651.361

Ces statistiques sont des documents précieux qui vont nous permettre de décrire l'évolution du commerce extérieur de notre grande colonie d'Afrique pendant les quinze dernières années. Nous procéderons d'une manière analytique en étudiant successivement l'évolution du commerce général de l'Afrique Occidentale, puis des importations, des exportations, enfin de chacune des colonies du gouvernement.

Évolution du commerce général de l'Afrique Occidentale française. — De 1895 à 1909, le commerce général a plus que doublé. Cependant, pendant les premières années de cette période (1895-1897), le mouvement d'augmentation semblait peu accentué. Brusquement, en 1898, le commerce fait un bond en avant de 20 millions. Pendant les années qui suivent, le mouvement en avant s'exagère jusqu'à devenir prodigieux. De 1898 à 1901, c'est-à-dire en quatre ans, le commerce de la colonie double presque. Les années suivantes marquent un léger recul. En 1902, on constate une diminution de 24 millions. Mais, à partir de cette date, on observe un relèvement progressif et continu, sans sautes aussi brusques, ni retours en ar-

rière aussi violents. Toutefois, depuis 1906, la course aux millions semble avoir repris d'une manière surprenante. De 150 millions en 1905, le commerce est passé à 228 millions en 1909. Il est vraisemblable que l'augmentation se prolongera dans l'avenir.

*Evolution du commerce des importations
en Afrique Occidentale.*

Les importations qui étaient en 1895 de 45 millions sont en 1909 de 118 millions. Elles ont donc plus que doublé. Le mouvement d'accélération est loin d'avoir été uniforme. Les deux premières années de notre période (1895-1896) accusent une diminution. On note en effet entre les chiffres fournis par les statistiques à ce sujet une différence de 6 millions. Dès 1897, les importations se relèvent et atteignent leur niveau primitif. Les années 1898 et 1899 marquent une accélération qui subit en 1900 un temps d'arrêt, puis recommence en 1901. En 1902 on constate une baisse considérable qui d'ailleurs ne se maintient pas. Le mouvement en avant reprend en 1903 et se maintient jusqu'en 1906. En 1906 et en 1907 les importations restent stationnaires pour atteindre en 1909 le point le plus élevé de leur évolution.

*Commerce d'exportation de l'Afrique
Occidentale française.*

Les exportations sont passées de 31 millions (1893) à 109 millions en 1909. Elles ont donc triplé en treize ans. Le développement paraît ici plus désordonné que partout ailleurs. Les chiffres de 1896, dénotent une augmentation de 8 millions. Stationnaires en 1897, les exportations augmentent de nouveau en 1898. L'année 1899 accuse une diminution de 17 millions, tandis que, de 1900 à 1901, le chiffre du commerce des exportations double presque. Cette augmentation formidable ne se maintient d'ailleurs pas en 1902, mais elle dépasse en 1903 la hauteur déjà atteinte. Baisse pendant les deux années qui suivent. Enfin, en 1907 et en 1908, les exportations atteignent un niveau qu'elles n'avaient pas encore connu.

Comparaison des statistiques d'importation avec les statistiques d'exportation. — Il est maintenant intéressant de rechercher l'évolution de la proportion entre les importations et les exportations. Si nous réduisons à 100 le chiffre du commerce général pour chacune des années de notre période, nous obtenons entre les importations et les exportations les proportions suivantes :

	Exportation	Importation
	—	—
1895.	38,75	61,25
1896.	47,80	52,20
1897.	47,80	52,20
1898.	47,55	52,45
1899.	28,60	71,40
1900.	33,88	66,12
1901.	40,92	59,08
1902.	42,25	57,75
1903.	40,60	59,40
1904.	40,65	59,35
1905.	36,96	63,04
1906.	40,60	59,40
1907.	44	56
1908.	46,20	53,80
1909.	46	54

La comparaison de ces proportions est extrêmement instructive. Les importations étaient, en 1895, de 20 % supérieures aux exportations. En 1908, il n'y a plus que 7 % de différence. Les exportations tendent donc à se rapprocher des importations et on peut prévoir le jour où elles les atteindront et même celui où elles les dépasseront. Ce mouvement se comprend d'ailleurs fort bien. Il est le symptôme du travail d'organisation industrielle et commerciale qui s'opère au sein de la colonie. Il faut d'ailleurs re-

connaître que ce mouvement est loin d'être uniforme. Il a rencontré à certains moments, comme en 1899, des obstacles très sérieux qui l'ont enrayé. Aussi ne doit-on pas s'étonner de voir, en 1896, 1897 et 1898, les exportations atteindre une proportion de 47 % qu'elles n'atteignent pas encore tout à fait à l'époque actuelle. Depuis 1899, le relèvement de la proportion paraît s'opérer avec à peine quelques arrêts ou de légers reculs inévitables (ainsi en 1905).

Commerce de la colonie du Sénégal. — La colonie du Sénégal, dont le commerce général était, en 1895, de 40 millions, fait aujourd'hui un trafic de 127 millions. Elle a donc, pendant notre période, presque triplé son activité. Son développement a été régulier à l'exception des deux années 1901 et 1903, qui ont été d'une extraordinaire prospérité.

Il est intéressant de comparer le commerce d'exportation au commerce d'importation. En établissant des proportions analogues à celles dont nous nous sommes servi pour le commerce général, nous obtenons le tableau suivant :

	Importation	Exportation
	—	—
	%	%
1895.	70	30
1896.	60	40
1897.	55	45

1898.	54	46
1899.	60	40
1900.	52	48
1901.	66	34
1902.	56	44
1903.	55	45
1904.	62,50	37,50
1905.	67	33
1906.	41,50	38,50
1907.	56	44
1908.	56,80	43,20
1909.	53,55	46,45

Les importations, de 1895 à 1909, ont donc diminué de 17 %. Mais on peut dire que, depuis 1896 ou 1897, les proportions sont fixées et qu'on n'enregistre que des fluctuations sans importance. Il est à remarquer en outre que, sur les deux années de prospérité exceptionnelle, il en est une, l'année 1901, qui ne doit son chiffre important dans le trafic général qu'à un gonflement démesuré des importations.

Commerce de la colonie de la Guinée française.

— Le commerce général de la colonie était en 1895 de 10 millions. Il est en 1908 de 32 millions, soit une augmentation des deux tiers. Ce développement vraiment prodigieux ne date guère que du début du xx^e siècle. En effet, tandis que les chiffres, en 1895 et 1896, se maintiennent environ à 10 millions, de

1897 à 1899, 12 nouveaux millions sont gagnés en trois ans. Après une période d'arrêt (1900 et 1902) et même de recul (1901), en un an 10 nouveaux millions viennent s'ajouter aux 22 déjà acquis. Depuis le mouvement d'augmentation semble s'être arrêté. Les chiffres, de 1906 à 1908, manifestent plutôt une tendance au recul. C'est là un phénomène économique bien connu. Un essor trop rapide produit une réaction qui, dans la colonie qui nous intéresse, n'est sans doute que momentanée.

La proportion des importations et des exportations est la suivante :

	Importation	Exportation
	—	—
	°/°	°/°
1895	50	50
1896	45	55
1897	52	48
1898	51	49
1899	60	40
1900	55	45
1901	50	50
1902	52	48
1903	57	43
1904	51	49
1905	52,90	47,10
1906	52	48
1907	52,50	47,50

1908	48	52
1909	55,11	44,89

On ne note ici aucune évolution appréciable. Les importations se maintiennent à peu près égales aux exportations. Elles ont cependant un léger avantage, surtout pendant les premières années (1895-1903). Cet avantage tend maintenant à disparaître.

Commerce de la colonie de la Côte d'Ivoire. — Le commerce de la Côte d'Ivoire atteignait, en 1895, 7 millions. Il est, en 1909, de 28 millions. Il a donc quadruplé. Le développement économique de cette colonie est encore plus récent et plus rapide que celui de la Guinée. En effet, tandis qu'en Guinée une augmentation notable se manifestait dès 1897 ou 1898, la Côte d'Ivoire ne gagne, de 1895 à 1899, que 4 millions. En 1895 on notait même un recul de 1 million. De 1901 à 1903, 5 nouveaux millions sont repris. En 1904, on enregistre une augmentation de 9 millions qui depuis s'est à peine accentuée. On assiste donc à une marche en avant par saccades, avec de brusques arrêts et même des retours en arrière (1895, 1901, 1905, 1906).

La proportion entre les importations et les exportations nous est donnée par le tableau suivant :

	Importation	Exportation
	—	—
	°/o	°/o
1895.	44	56
1896.	49	51
1897.	46	54
1898.	50	50
1899.	48	52
1900.	48,50	51,50
1901.	50	50
1902.	65	35
1903.	60	40
1904.	60	40
1905.	66	34
1906.	55	45
1907.	58	42
1908.	58	42
1909.	50	50

Ici la tendance à l'augmentation des importations apparaît avec la plus grande netteté. De 1895 à 1901, les exportations sont plus fortes, mais leur supériorité diminue progressivement. A partir de 1902, l'accroissement des importations se manifeste avec une force considérable, si bien que, de 1895 à 1902, les exportations reculent de 56 % à 35 %, perdant 21 %. Ces chiffres, il est vrai, ne se sont pas maintenus et il semble que, dans ces toutes dernières années, les

exportations se relèvent légèrement. Mais c'est une tendance inconstante et à peine perceptible.

Commerce de la colonie du Dahomey. — Le mouvement commercial du Dahomey a été très peu animé pendant notre période. Il atteignait en 1895 le chiffre total de 21.064.088. Il est aujourd'hui de 30.051.361. La différence est donc d'environ 10 millions. C'est très peu, si l'on compare cette progression infime au développement prodigieux du commerce des autres colonies. Si nous étudions de plus près les chiffres, nous apercevrons plus nettement encore cette stagnation. Le commerce, de 21 millions en 1895, descend à 13 millions en 1897. Il se relève progressivement jusqu'à 29 millions en 1902, puis il s'abaisse brusquement en 1903 à 20 millions. Depuis, cette époque, malgré quelques fluctuations peu importantes, il ne manifeste aucune tendance ni à l'augmentation, ni à la décroissance et l'année 1909 paraît être exceptionnelle.

Si nous comparons maintenant le rapport des importations et des exportations, nous observons une immobilité analogue.

	Importation	Exportation
	—	—
	‰	‰
1895.	50	50
1896.	50	50
1897.	60	40

1898.	55,8	44,2
1899.	45,4	44,6
1900.	52	48
1901.	60	40
1902.	52,50	47,50
1903.	55	45
1904.	47,6	52,4
1905.	58	42
1906.	55,5	44,5
1907.	55	45
1908.	45,4	54,6
1909.	46,66	53,34

Il est impossible de découvrir dans ce tableau la trace d'une évolution quelconque. On observe des oscillations en sens divers, mais on ne saurait classer les années d'une manière quelconque. On peut seulement dire que, en général, la proportion dénote une tendance à l'égalité entre les importations et les exportations, sans que cette égalité soit jamais atteinte, sinon dans les deux premières années de la période.

La colonie du Dahomey n'a donc pas encore pris son essor commercial. Elle traverse une période de tâtonnements et d'inactivité.

Résultats généraux de cette étude. — Au point de vue du développement commercial, on peut classer nos colonies de l'Afrique Occidentale française en trois groupes :

Premier groupe. — SÉNÉGAL. — Cette colonie, déjà ancienne, se développe normalement, sans exagération. Elle est en plein rendement. Elle continue de progresser, mais les exportations restent inférieures, de 10 % environ, aux importations.

Deuxième groupe. — COTE D'IVOIRE, GUINÉE. — Ces deux colonies, plus récentes, se développent très rapidement, en sorte que leur commerce a presque triplé pendant notre période. Les importations ont une tendance à devenir égales aux importations.

Troisième groupe. — DAHOMEY. — Cette colonie, encore à ses débuts, n'augmente ni ne diminue. On ne voit pas encore se dessiner, d'une manière appréciable, un mouvement en avant.

Si maintenant nous cherchons à décrire le mouvement d'ensemble, nous pouvons diviser notre étude en deux périodes :

Première période (1895-1900). — Le commerce se développe lentement et avec peine. Les exportations sont de beaucoup inférieures aux importations.

Deuxième période (1900-1909). — Le relèvement du commerce s'accroît énergiquement. Les exportations tendent, sinon à dépasser, du moins à égaler les importations.

SECTION II

Étude économique du commerce.

Nous entendons par « étude économique du commerce » l'étude des différents produits importés ou exportés qui concourent à former le commerce général. Notre étude sera basée sur les statistiques du commerce publiées par le ministère des Colonies. Elle se divisera tout naturellement en deux parties : l'une consacrée au commerce d'importation, l'autre au commerce d'exportation.

Première Partie

ÉTUDE DU COMMERCE D'IMPORTATION

Nous procéderons en étudiant successivement le commerce des divers produits, dans l'ordre suivi par les statistiques du commerce (1).

Les statistiques du commerce fournissent les renseignements suivants :

- a) Valeur des importations de chaque espèce dans le Gouvernement général et dans chaque colonie;
- b) Quantité de marchandises importées dans cha-

1. Cet ordre a été établi par une circulaire du ministre des Colonies en date du 7 janvier 1905. Cf. *Bulletin officiel du Gouvernement général de l'Afrique Occidentale française*.

que colonie, avec indication de leurs pays d'origine.

Une étude complète exigerait la reproduction de toutes les statistiques avec commentaires des chiffres reproduits et tableaux comparatifs. Nous ne pouvons songer à entreprendre cette étude. Nous essaierons cependant de présenter, sous une forme résumée, les conclusions auxquelles nous a conduit la comparaison détaillée des chiffres.

Pour l'étude de chaque produit, nous procéderons par colonie et nous nous appliquerons à dégager, à propos de chacun, quelques notions générales sur l'évolution du commerce, sa consistance et le sort réservé aux produits importés.

§ 1. — Animaux vivants.

Sénégal. — Le commerce des animaux vivants est passé de 37.066 francs en 1895 à 169.567 francs en 1908. Les animaux dont l'importation est la plus fréquente sont : les *mulets* et *ânes* qui n'avaient pas encore fait leur apparition dans la colonie en 1902 et qui, aujourd'hui, y rendent les plus grands services, — les *colailles* qui, de tous temps, ont été nombreuses et qui servent principalement à l'alimentation des Européens, — les *chèvres* et les *moutons*, qui ont été introduits récemment et qui s'acclimatent parfaitement. Les bœufs ont toujours été rares. Quant aux chevaux, il semble qu'après avoir longtemps

essayé de les introduire, on y ait renoncé. Car, tandis qu'ils figuraient au nombre de 4 sur les statistiques de 1898, de 37 sur celles de 1902, on n'en trouve plus que 6 en 1907, à une date où le commerce des animaux vivants a quadruplé (1).

Guinée française. — La valeur des animaux importés est passée de 27.833 francs en 1898 à 44.253 francs en 1907. On y trouve surtout des bêtes de trait, principalement des *chevaux*. Les *ânes*, rares dans les statistiques les plus anciennes, semblent aujourd'hui avoir une tendance à remplacer les mulets. Parmi les animaux destinés à l'élevage ou à l'alimentation, c'est le *mouton* qui domine.

Côte d'Ivoire. — Ici ce sont les *ânes* qui, parmi les bêtes destinées aux transports, sont le plus nombreux. Le commerce des bœufs, taureaux, vaches et veaux, atteint le chiffre de 11.382 francs en 1902 et de 20.780 francs en 1907. Les bêtes à laine sont aussi en assez grand nombre.

Dahomey. — Au Dahomey, le commerce des animaux vivants est fort peu développé. Quelques chevaux et quelques moutons ont seuls été importés en 1907.

Dans l'ensemble, on peut dire que les animaux importés sont en petit nombre. Choisis parmi les plus résistants, ânes, chèvres, moutons, ils n'entrent que

1. L'étude détaillée des statistiques révèle certaines bizarreries. Ainsi, en 1902, on trouve 3.239 escargots, d'une valeur de 2.777 francs!

pour une faible part dans le total des importations (256.830 fr. sur 45.999.047 fr. en 1907). Ceci ne doit point nous surprendre. Chaque pays en effet a sa faune particulière et les animaux de nos régions tempérées s'accommodent mal du climat chaud et humide des côtes africaines.

§ 2. — Produits et dépouilles d'animaux.

Le commerce de cet article est assez important puisqu'il atteint, en 1907, 1.804.060 francs. Il consiste surtout en charcuterie (saucisson, jambon, etc.), graisse (suif et saindou), fromages et beurre. Les peaux brutes sont peu abondantes. Ici encore il semble que les importations portent surtout sur des marchandises comestibles et destinées à la consommation des Européens.

§ 3. — Poissons.

Cet article comprend presque uniquement des poissons secs, salés ou fumés. Le total des importations a été, en 1907, de 348.448 francs. Notons pour la Guinée une importation de corail (d'une valeur de 2025 fr. en 1902).

§§ 4 et 5. — Substances animales propres à la médecine et à la parfumerie. Matières dures à tailler.

Ces deux articles ne donnent lieu qu'à un commerce insignifiant. Le premier comprend surtout

des éponges. Quant aux matières dures à tailler, elles sont composées, pour la plus grande partie, de *dents d'éléphant*. En 1907, éponges et dents d'éléphant et quelques produits accessoires (os, cornes) n'entrent dans les importations que pour la faible somme de 24.757 francs.

§ 6. — Farineux alimentaires.

Ces produits donnent lieu à un commerce d'importation très important qui paraît bien, d'après la nature des produits importés, ne pas s'adresser aux seuls Européens.

L'article le plus demandé est le *riz* qui, en 1907, donne lieu à un commerce de 7.024.537 francs, ainsi réparti :

Sénégal.	5.330.468 fr.
Guinée	1.131.872 —
Côte d'Ivoire	527.264 —
Dahomey	34.933 —
En 1908, Sénégal.	5.891.131 —

Après le riz, vient le froment en farine. En 1907, la valeur de ce produit, pour le Sénégal seulement, est de 927.645 francs. Dans les autres colonies, les chiffres sont très inférieurs à ceux-ci. En 1909, les importations sont les suivantes : riz, grains et paille : 5.535.000 francs ; farineux divers : 1.611.000 francs.

A ce propos, nous pouvons noter que la nature des produits et la proportion des quantités importées sont sensiblement les mêmes dans toutes les colonies. Cependant, la statistique du Dahomey présente certaines particularités. Ainsi il s'y fait un commerce important de produits indigènes (igname douce et manioc), commerce qui, en 1907, atteint une valeur de 71.960 francs, en 1908, 177.894 francs, tandis que le commerce total des farineux alimentaires n'est que de 226.709 francs (c'est-à-dire environ trois fois plus).

§ 7. — Fruits et graines.

C'est un article très important. Les fruits et graines introduits en 1907 dans le Gouvernement général représentent une valeur de 3.012.127 francs, c'est-à-dire plus de 3 % de l'importation totale. Mais, à la différence des produits étudiés ci-dessus, le commerce des fruits et graines se fera bien moins avec l'Europe qu'avec les pays équatoriaux qui avoisinent notre colonie. En effet les importations portent principalement sur *la kola*, sur laquelle les statistiques de 1907 nous donnent les chiffres suivants :

Sénégal	2.587.092 francs
Côte d'Ivoire	1.701 —
Dahomey	170.501 —
Guinée	mémoire

En 1908, le Sénégal reçoit 2.799.544 francs de kola. Guinée : 282.298 francs. Côte d'Ivoire : 1.843 francs. Dahomey : 114.906 francs. En 1909, l'Afrique Occidentale française reçoit 3.246.000 francs de kola.

Il est à remarquer que l'importation est presque nulle sur la Côte d'Ivoire et qu'elle n'atteint même pas un chiffre appréciable en Guinée, tandis qu'au Dahomey et au Sénégal elle s'élève à un chiffre très important (1). La noix de coco fait aussi l'objet d'un commerce assez actif.

Quant aux produits venus d'Europe, la longueur du trajet et les difficultés du transport ne permettent pas de les importer en grande quantité.

§ 8. — Denrées coloniales de consommation.

Relativement peu abondantes en Guinée et sur la Côte d'Ivoire, les denrées coloniales, au contraire, font l'objet d'un commerce très suivi au Sénégal et au Dahomey qui figurent respectivement, sur les statistiques de 1907, pour 3.461.974 francs et 977.913 fr. Au Sénégal, le *thé* forme près de la moitié du total (1.305.727 fr. en 1907). Les *sucres* (bruts ou raffinés)

1. Les faibles chiffres fournis par la Guinée viennent simplement d'une erreur du service des statistiques qui, pour cette colonie, a rangé la noix de kola parmi les espèces médicinales, au lieu de la porter au titre « Fruits et graines » que nous étudions dans ce paragraphe. Voir plus loin, p. 70.

importés atteignent une valeur de 1.400.750 francs en 1907.

Parmi les autres produits, nous pouvons citer, en première ligne, les sirops, biscuits et tabacs (1).

Les statistiques de 1897 nous donnaient les chiffres suivants :

Importation totale des denrées coloniales: 3.337.511 francs.

thé. 2.044.222 —

sucré. 810.864 —

Il s'est donc produit, dans la période qui nous intéresse, une baisse dans la consommation du thé et une hausse à peu près équivalente dans la consommation du sucre.

Nous retrouvons ces deux produits dans les autres colonies, où la consommation du sucre est peut-être un peu moins considérable, tandis que le thé, au contraire, y est importé en grande quantité. Ce phénomène s'explique par les nécessités de la vie coloniale. Le climat déprimant pour les Européens exige une grande consommation d'aliments très nutritifs comme le sucre et de produits excitants, comme le thé et la kola.

1. En 1908, le Sénégal reçoit 1.569.981 francs de tabac. La Guinée : 267.026 francs. La Côte d'Ivoire : 399 360 francs. Le Dahomey : 793 268 fr. En 1909, l'Afrique Occidentale française reçoit 3.615.000 francs de tabac.

§ 9.— Huiles et sucs végétaux.

Les produits liquides extraits des végétaux et importés en Afrique Occidentale française figurent, sur les statistiques de 1907, pour un chiffre de 1.772.839 francs. Presque tout ce commerce se fait avec le Sénégal qui reçoit les sucs végétaux pour une valeur de 1.444.910 francs, soit les 7/8 de l'importation de cette matière, alors que, en général, la colonie ne reçoit que les 5/9 des importations totales. Ce commerce consiste tout d'abord en huile de coton. Il porte également sur l'huile d'olive et l'huile de palme.

§ 10. — Espèces médicinales.

Ce commerce est forcément restreint à de petites quantités. Néanmoins, la statistique paraît, à première vue, accuser un développement extraordinaire. Nous allons dresser un tableau comparatif des chiffres en 1897 et en 1907 et nous montrerons ensuite dans quelle mesure ces chiffres doivent être tenus pour exacts :

ANNÉE 1897

Total des importations .	2.690 francs.
Sénégal	1.867 —
Guinée	190 —
Côte d'Ivoire	298 —
Dahomey.	335 —

ANNÉE 1907

Total des importations .	557.222 francs.
Sénégal	9.901 —
Guinée	545.618 —
Côte d'Ivoire	252 —
Dahomey.	1.451 —

Ce développement formidable est d'autant plus surprenant que, si le prix des remèdes est très élevé, il n'y a, pour les ordonner, que 36 médecins de l'Assistance médicale. L'anomalie apparaît encore plus clairement si l'on constate que, sur les 557.000 francs du commerce des médicaments, 545.618 francs se rapportent à la Guinée (1).

En fait, il y a eu une confusion dans la rédaction des statistiques. On a rangé sous le titre « Espèces médicinales » pour la Guinée, ce que, pour les autres colonies, on avait appelé « Fruits et graines ». L'ex-

1. Voir plus haut, p. 67, note 1.

plication apparaît très claire si on considère que, sur les 545.648 francs de médicaments qui figurent au compte de la Guinée, il y a 544.618 francs de noix de kola destinée à la consommation des manœuvres, et en particulier des troupes indigènes. Cette bizarrerie mise à part, il est cependant à noter que l'importation des produits médicinaux a augmenté. Cette augmentation s'explique facilement grâce aux très grands progrès accomplis depuis quinze ans par les services sanitaires.

§ 11. — Bois.

Le bois, équarri ou non travaillé, introduit dans le Gouvernement général en 1907, représente une valeur de 1.101.032 francs (1). Ce bois consiste principalement en sapin, destiné à des travaux de menuiserie ainsi qu'à la charpente. Les produits venus du dehors sont d'ailleurs fortement concurrencés par les produits indigènes, qui conviennent très bien pour la menuiserie, l'ébénisterie et les constructions maritimes.

§ 12. — Fruits et filaments.

Ce commerce est de peu d'importance, étant donné le développement embryonnaire de l'industrie tex-

1. En 1908, bois : 1.205.000 fr.

En 1909, bois : 1.378.000 fr.

tile (1). Il atteint en 1907 le chiffre infime de 33.239 francs. Ces produits consistent surtout en calebasses vides, qui sont dirigées, pour la plupart, sur la Guinée et le Dahomey.

§ 13. — Teintures et tanin.

Ici encore nous ne pouvons relever qu'un mouvement très peu actif; la cause en est, comme pour l'article précédent, dans l'absence de toute industrie véritable. Les marchandises, introduites en 1907, représentent une valeur de 3.025 francs. Elles comprennent surtout du safran et des matières propres au tannage. Les principaux acheteurs sont la Guinée et le Dahomey.

§ 14. — Produits et déchets, végétaux divers.

Ce sont surtout des légumes de conserve destinés à la consommation des Européens et des fourrages pour la nourriture des mulets de troupes.

	1908	1909	
Vins . . .	2.391 000 fr.	2.620.000 fr.	} importés en A. O. F.
Alcools . .	4.714.000 fr.	4.464.000 fr.	

1. Il n'existe pas d'usine de filage et de tissage. Néanmoins on trouve parmi les indigènes un grand nombre de tisserands, qui ne travaillent guère que des produits autochtones.

§ 15. — Boissons.

Il a été introduit en 1907 pour 6.884.609 francs de boissons, alors qu'en 1902 on en avait importé pour 5.516.837 francs et en 1897 pour 6.280.146 francs. On peut donc dire qu'il n'y a eu ni diminution, ni augmentation sérieuse. Cependant il faut noter les écarts suivants :

Le Dahomey qui recevait, en 1897, 3.677.255 francs de boissons, ne reçoit plus aujourd'hui que 746.169 fr.

La Côte d'Ivoire (1908 : 844.788 fr.), au contraire, voit ses importations tripler. L'alcool, qui entre au Sénégal, représente aujourd'hui une valeur de 2.324.830 francs au lieu de 1.294.987 en 1897.

La Guinée se maintient aux mêmes chiffres qu'autrefois, en accusant néanmoins un accroissement de près de 50.000 francs.

Un autre point est à considérer. C'est l'accroissement des liquides, destinés aux Européens et la diminution de la consommation indigène. Cela se trahit dans les statistiques par un accroissement de la consommation du vin, tandis que les alcools tendent à passer au second rang. Cette évolution, surtout sensible au Dahomey, n'est d'ailleurs pas générale, puisque, à la Côte d'Ivoire, l'augmentation des importa-

tions est uniquement due à l'accroissement des alcools.

Quant aux liqueurs de marque, champagnes, eaux minérales, etc., elles semblent être, aujourd'hui comme autrefois, le privilège d'une classe peu nombreuse et ne donnent lieu qu'à des échanges insignifiants.

§ 16. — Marbres, pierres, terres et combustibles minéraux.

Les articles de cette rubrique donnent lieu à un commerce d'importation qui s'élève en 1907 à 6.595.794 francs contre 1.501.997 francs en 1897.

Les deux facteurs de cette augmentation sont le *ciment* et la *houille*. Sur le premier de ces articles aucune concurrence indigène ne s'est manifestée et il semble bien qu'il ne s'en produira aucune d'ici longtemps. Par contre, des mines de houille ont été découvertes aux environs de Konakry. Leur exploitation ne fait que commencer, mais les résultats obtenus jusqu'ici laissent prévoir que, bientôt, la production indigène viendra contrebalancer puissamment l'importation étrangère.

Les besoins de houille et de ciment sont d'ailleurs chaque jour plus considérables. Les chemins de fer qui se multiplient dans notre colonie, les navires qui relâchent dans les ports sont de puissants consom-

mateurs de houille (1). Quant au ciment, son emploi se généralise de plus en plus pour la construction des maisons européennes. Signalons également une très grande quantité de briques et tuiles, introduites surtout au Sénégal.

§ 17. — Métaux (2).

L'importation des métaux est relativement peu importante, puisqu'elle n'atteint en 1907 qu'une valeur de 1.926.537 francs. La plupart de ces marchandises sont à destination du Sénégal, qui en reçoit plus de la moitié (1.062.168 fr.). Cette répartition fait apparaître très nettement la cause de la faible valeur des matériaux introduits : c'est l'absence presque totale d'industrie. Les métaux importés sont presque tous destinés aux travaux publics. La disproportion qui existe entre la quantité consommée par le Sénégal et celle qui est nécessaire aux autres colonies, tient uniquement aux travaux très importants entrepris dans l'arrière-pays (chemin de fer de Thiès à Kayes, ligne télégraphique de Tombouctou au Sénégal) (3).

La construction des chemins de fer du Dahomey

1. En 1908, il a été introduit 4.761.003 francs de houille.

2. En 1908 : 4.539.367 francs de fer, — en 1909 : 1.993.000 francs de fer : diminution due à des découvertes de minerai indigène.

3. V. « Statistiques du commerce », année 1907, p. 105.

(ligne de Cotonou à Paouignan et à Agouagou, ligne de Porto-Novo à Sakété) a également produit un accroissement de l'importation des métaux dans la colonie (1). Aussi la plupart des produits étrangers sont-ils déjà travaillés ; au moins ont-ils subi un commencement de préparation.

§ 18. — Produits chimiques.

Ce commerce, qui s'élève à 1.268.237 francs, en 1907, est relativement plus développé en Guinée, Côte d'Ivoire et Dahomey qu'au Sénégal. Il porte principalement sur le sel et se décompose de la façon suivante :

Sénégal	203.256 francs
Guinée	265.721 —
Côte d'Ivoire	234.406 —
Dahomey	164.526 —

Notons dans cette dernière colonie une importation de minium de 75.094 francs, occasionnée par les travaux publics considérables qui y sont entrepris. Mais c'est là un fait accidentel. La véritable importation est le *sel*. Elle a considérablement augmenté au cours de notre période, notamment pour le Sénégal. Voici

1. V. « Statistiques du commerce », année 1907, p. 151.

d'ailleurs, à titre de comparaison, le tableau des importations en 1897 :

Sénégal	31.637	francs
Guinée	212.367	—
Côte d'Ivoire	80.777	—
Dahomey	193.187	—

Le sel importé dans l'Afrique Occidentale française s'élève à 698.000 francs en 1908 et à 575.000 francs en 1909.

Le sel importé au Dahomey en 1908 s'élève à : 166.450 fr.

Ce sel est, pour la plus grande partie, non travaillé.

§ 19. — Teintures préparées.

Importation insignifiante dont le total, en 1907, est de 33.785 francs. Le principal produit est l'*indigo*. Il est surtout demandé par le Dahomey et la Guinée.

§ 20. — Couleurs.

Cette importation est un peu plus considérable que la précédente et s'élève, en 1907, à 376.381 francs. Elle se fait principalement au Sénégal (254.062 fr. en 1907). Les articles les plus recherchés sont l'*outremer* (126.530 fr.), et les couleurs à l'huile (97.095 fr.). Dès 1897, ce commerce se faisait presque unique-

ment avec le Sénégal et portait sur les mêmes produits; mais sa valeur était cinq fois moindre qu'aujourd'hui.

§ 21. — Compositions diverses.

Sous cette rubrique, les statistiques du commerce englobent une variété considérable de produits qui font l'objet d'un commerce assez important.

La parfumerie, en 1907, représente un total de 585.834 francs qui se décompose comme suit :

Sénégal.	293.097 francs
Guinée	68.350 —
Côte d'Ivoire.	220.959 —
Dahomey	3.428 —

En 1908, il a été introduit au Dahomey pour 75.841 francs de parfumerie.

Le savon est aussi l'objet d'une importation très suivie. Voici quelques chiffres relevés en 1907 :

Total général.	684.113 francs
Sénégal.	377.989 —
Guinée	78.759 —
Côte d'Ivoire.	209.085 —
Dahomey	18.380 —

Les médicaments composés et les bougies figurent également dans les statistiques pour un chiffre important.

§ 22. — Poteries.

Cet article, dont la valeur s'élève à 449.671 francs, consiste principalement en poteries grossières. L'importation, en 1897, n'était que de 168.585 francs. L'augmentation relativement considérable, qui s'est produite pendant notre période, est due à un accroissement de la consommation indigène.

§ 23. — Verres et cristaux.

Les importations de verres et cristaux sont représentées, en 1907, par le tableau suivant :

Total général	1.108.358 francs	
Sénégal	408.740	—
Guinée	282.975	—
Côte d'Ivoire	239.271	—
Dahomey.	177.372	—

En 1908, il a été introduit au Dahomey 164.187 fr. de verres et cristaux.

Ces marchandises consistent, pour près des deux tiers, en verroteries et miroirs destinés aux indigènes.

Dans l'ensemble, ce commerce a quadruplé en dix ans. L'augmentation a porté principalement sur les objets destinés aux Européens. Ces objets, qui ne figuraient que pour une part infime dans les statisti-

ques anciennes, y tiennent aujourd'hui une place importante.

§ 24. — Fils.

Les fils introduits en 1907 représentent une valeur de 1.566.414 francs. Ils consistent surtout en fils de coton et en cordages. Le Sénégal est le principal client, tandis qu'en Guinée les demandes sont relativement restreintes (91.449 fr.).

§ 25. — Tissus.

Les tissus sont l'un des éléments les plus importants du commerce d'importation. Le tableau suivant va mettre en relief leur évolution au cours de notre période.

ANNÉE 1897

Total général	17.428,344	francs
Sénégal	11.490.276	—
Guinée	3.806.957	—
Côte d'Ivoire	1.015.855	—
Dahomey	1.115.256	—

ANNÉE 1900

Total général.	25.756,961	francs
Sénégal.	13.984.904	—
Côte d'Ivoire.	2.827.921	—
Dahomey	3.219.386	—
Guinée	5.724.750	—

ANNÉE 1903

Total général.	29.152.134	francs
Sénégal.	15.370.293	—
Guinée	7.748.884	—
Côte d'Ivoire.	2.429.374	—
Dahomey	3.603.583	—

ANNÉE 1907

Total général.	31.214,881	francs
Sénégal.	16.463.755	—
Guinée	6.585.538	—
Côte d'Ivoire.	4.651.427	—
Dahomey	3.514.161	—

ANNÉE 1908

Total général.	30.924,367	francs
Sénégal	19.949,194	—

Guinée.	4.023.335	francs
Côte d'Ivoire.	3.515.722	—
Dahomey	3.409.938	—

ANNÉE 1909

Total général.	28.754.000	francs
------------------------	------------	--------

Les tissus les plus demandés sont surtout les tissus de coton. Voici d'ailleurs les quantités qui en ont été importées en 1907 :

Total général.	26.578.718	francs
Sénégal.	13.506.738	—
Guinée.	6.055.562	—
Cote d'Ivoire.	4.002.517	—
Dahomey	3.013.901	—

ANNÉE 1908

Total général.	21.309.500	francs
Sénégal.	12.357.116	—
Guinée.	3.114.358	—
Côte d'Ivoire.	2.891.816	—
Dahomey	2.946.210	—

Ces tissus sont généralement des tissus teints qui, pour la plus grande partie, sont destinés aux indigènes. On a essayé d'introduire des pagnes confection-

nés, mais cette tentative ne paraît pas avoir eu un succès complet.

En dehors des tissus vulgaires destinés aux indigènes, les autres articles ne sont l'objet que d'un commerce dérisoire. Les *sacs vides* et les *vêtements confectionnés* figurent seuls dans les statistiques pour un chiffre de quelque importance. Les tissus de luxe (soie, lin) forment une très petite partie du commerce total. Quant aux étoffes servant à la confection des vêtements chauds, on comprend facilement la faible importance d'un trafic auquel elles donnent lieu. Au Sénégal, par exemple, elles ne figurent, en 1907, que pour le chiffre minime de 105.014 francs. Encore n'obtient-on ce chiffre qu'en y faisant entrer les tapis et étoffes d'ameublement pour une valeur de 74.439 francs.

§ 26. — Papier et ses applications.

Ce commerce porte nécessairement sur de petites quantités (772.060 francs) qui sont presque toutes destinées à la colonie la plus civilisée et possédant la plus grande population européenne, le Sénégal (505.596 francs).

§ 27. — Peaux et pelleteries ouvrées.

Les peaux et pelleteries ouvrées introduites en Afrique Occidentale française pendant l'année 1907, se répartissent de la façon suivante :

Total général	1.130.022 francs
Sénégal	828.332 —
Guinée	141.647 —
Côte d'Ivoire	99.786 —
Dahomey	60.254 —

42.009 francs de chaussures au Dahomey en 1908.

Ces chiffres montrent la disproportion énorme qui existe entre la quantité de produits importés au Sénégal et celle que reçoivent les autres colonies.

Cette particularité s'explique très bien si l'on songe que la majorité des produits classés sous cette rubrique est destinée aux Européens. Ce sont surtout des *souliers* et des *articles de sellerie*. L'absence d'industrie locale exclut presque complètement les cuirs bruts, non travaillés. On a fait, dans ces dernières années, une tentative intéressante en introduisant un grand nombre de *babouches* pour les indigènes. Mais cet essai est resté, jusqu'ici, limité au Sénégal.

§ 28. — Ouvrages en métal.

Très importants au point de vue de l'outillage économique, les ouvrages en métal, introduits en 1907, atteignent une valeur de 9.776.914 francs, ainsi répartie :

Sénégal.	4.981.693 francs
Guinée.	1.615.850 —
Côte d'Ivoire	1.545.359 —
Dahomey.	1.634.012 —

En 1908, 11.007.000 francs.

Les matières les plus répandues sont les *menus objets*, nécessaires aux artisans. Mais il faut également noter, au moins pour le Sénégal, des importations de machines entières ou de pièces détachées, qui forment les éléments de l'outillage industriel naissant. A dire vrai, la plupart de ces machines sont destinées aux chemins de fer. Les pots, marmites, chaudrons et autres articles de ménage, arrivent très nombreux. Quant aux machines agricoles, elles commencent à apparaître (non seulement au Sénégal, mais même en Guinée).

§ 29. — Armes, poudres et munitions.

C'est là un article important qui nous donne, pour 1907, les résultats suivants :

Total général.	1.940.773	francs
Sénégal	1.055.647	—
Guinée.	507.284	—
Côte d'Ivoire.	67.890	—
Dahomey.	309.952	—

ANNÉE 1908

Sénégal	646.532	francs
Guinée.	248.124	—
Côte d'Ivoire.	34.976	—
Dahomey	287.105	—

Lés *armes à feu* forment la partie la plus importante du chiffre total. Il faut y ajouter les cartouches fabriquées.

§ 30. — Meubles.

Cet article est demandé tout particulièrement par les Européens. C'est dire que la plus grande partie des importations va au Sénégal, comme d'ailleurs on pourra s'en rendre compte par le tableau suivant :

Total général	375.323	francs
Sénégal	317.016	—
Guinée.	19.770	—
Côte d'Ivoire.	21.858	—
Dahomey.	16.679	—

§ 31. — Ouvrages en bois.

Sous cette rubrique, on trouve les objets les plus divers, futailles, balais, pièces de charpente ou de menuiserie. Ces diverses marchandises font l'objet d'un commerce assez important :

Total général	1.110.716 francs
Sénégal	224.116 —
Guinée.	117.824 —
Côte d'Ivoire.	423.819 —
Dahomey	344.879 —

Les chiffres élevés que nous trouvons pour la Côte d'Ivoire et le Dahomey, tiennent au grand nombre de futailles vides qui sont introduites dans ces pays, futailles qui servent à contenir le liquide provenant des palmiers.

§ 32. — Instruments de musique.

Cet article est surtout destiné aux Européens. Cependant, dans certains pays et notamment sur la Côte d'Ivoire, un grand nombre de demandes proviennent des indigènes, qui manifestent beaucoup d'enthousiasme pour l'accordéon !

§ 33. — Ouvrages et matières diverses.

Ici l'on trouve les produits les plus hétéroclites. Parmi ceux qui font l'objet d'un commerce un peu actif, signalons la carrosserie, surtout au Sénégal, puis divers objets de mode (chapeaux, parapluies, etc.) En Guinée, on introduit, pour répondre aux besoins des indigènes, une quantité de bibelots et de pacotilles qui, en 1907, font monter la valeur des produits classés sous la rubrique ci-dessus à 1.021.214 fr.

Deuxième Partie

LE COMMERCE D'EXPORTATION

Le commerce d'exportation, intimement lié avec les ressources et les productions de chaque pays, sera passé en revue selon la méthode que nous avons suivie pour le commerce d'importation. Nous étudierons chaque produit, en insistant particulièrement sur le lieu d'origine de ce produit.

Nous passerons rapidement sur certains articles tels que « animaux vivants, dépouille d'animaux, poissons, etc. », non pas que ces articles ne donnent lieu à un commerce important, mais parce qu'ils ne contiennent pas, en eux-mêmes, les éléments d'un grand développement dans l'avenir. Par contre,

nous nous proposons d'étudier, d'une façon toute spéciale, les produits du sol, tels que le caoutchouc, le riz, le coton, l'arachide, qui, tant par les améliorations apportées dans leur culture que par le développement des besoins auxquels ils répondent, sont appelés à donner à nos colonies d'Afrique une prospérité que nous ne pouvons encore apprécier.

§ 1. — Animaux vivants.

La Guinée française exporte une grande quantité d'animaux vivants. Les *bœufs* forment la partie la plus importante de ce trafic qui, depuis 1897, s'est considérablement développé. En 1907, 7.079 bœufs, d'une valeur de 1.415.800 francs, ont été expédiés. Ces bœufs sont, pour la plupart, destinés aux colonies étrangères voisines (Sierra-Leone, Liberia). La Côte d'Ivoire et le Sénégal arrivent à des chiffres bien inférieurs et le Dahomey n'exporte guère que des volailles (1).

§ 2. — Dépouilles d'animaux.

Ici encore la Guinée française tient le premier rang, grâce aux peaux brutes de bœufs. En 1907, les expor-

1. En 1908, ce commerce a augmenté de 56.000 francs.

En 1909, il a diminué de 621.500 francs.

tations s'élèvent à 394.690 peaux d'une valeur de 633.489 francs. Ces peaux sont envoyées en Europe, et particulièrement en France, où elles sont préparées et tannées.

Le Sénégal exporte une grande quantité de laine (en 1907, 178.851 ballots d'une valeur de 150.193 fr.). Quant aux autres colonies, leur trafic sur ces articles est insignifiant (1).

§ 3. — Poissons.

Le Dahomey fait un commerce assez actif de poissons secs, salés ou fumés. Ce commerce a porté, en 1907, sur 766.415 poissons valant 383.208 francs. Dans la même année, le Sénégal en a exporté pour 36.773 francs. Mais les deux autres colonies n'exportent rien.

§ 4. — Matières dures à tailler.

Le Sénégal exporte une grande quantité de dents d'éléphant, qui proviennent de la région située entre le Niger et le Sénégal. L'exportation a atteint, en 1907, une valeur de 288.570 francs (en 1908, 518.000 fr. ; en 1909, 586.000 fr.). La Guinée française et la Côte

1. En 1908, ce commerce a augmenté de 180.000 francs. En 1909, il a diminué de 16.000 francs.

d'Ivoire fournissent également une certaine quantité d'ivoire. L'extension considérable prise par ce genre de commerce est toute récente. En effet, en 1897, les statistiques accusent, pour le Sénégal, une exportation de 11.277 francs et ne donnent même pas de chiffres pour les autres colonies. En 1902, nous n'arrivons encore qu'à 30.000 francs environ. La construction du chemin de fer de Kayes au Niger et l'œuvre de pénétration poursuivie dans la région du Fouta-Djallon sont les causes de l'accroissement subit constaté dans ces dernières années.

§ 5. — Farineux alimentaires.

Les seuls articles intéressants sont le maïs et le riz. Le maïs qui, en 1897, ne figurait pas sur les statistiques, y est inscrit aujourd'hui pour une valeur de 392.027 francs (1). Introduit par les Européens, le maïs s'accommode à merveille du climat chaud et humide, et sa culture s'étend au point d'exclure les produits indigènes.

On en trouve un peu partout en Afrique Occidentale française, mais il est spécialement cultivé au Dahomey dans la région de l'huile de palme. Toutefois l'exportation de ce produit n'atteint pas les chif-

1. En 1908, le Dahomey exporte 700.000 francs de maïs. En 1909, l'Afrique Occidentale française exporte 1.198.439 francs de maïs.

fres qu'on est en droit d'espérer, parce qu'on ne lui a pas encore accordé le bénéfice de la détaxe coloniale qui est demandée depuis longtemps déjà.

Le riz qui, jusqu'à il y a quelques années, ne servait guère qu'à la consommation des indigènes, a pris, sous l'influence des Européens qui ont perfectionné les moyens de culture, une importance considérable dans les exportations de l'Afrique Occidentale française. Il est cultivé spécialement dans la Basse-Guinée, en Casamance et dans les pays d'inondation du Moyen-Niger (de Ségou au lac Débo). Comme le mil, ce produit occasionne un très important trafic local le long du Niger. Il vaut environ 10 centimes le kilo. Malheureusement, l'outillage fait défaut. Les noirs n'ont pas de machines à décortiquer ; ils se servent, dans ce but, de leurs mortiers à couscous, aussi les grains sont-ils écrasés. Il faudrait aux indigènes, pour décortiquer le riz, des appareils simples et surtout faciles à réparer sur place par les forgerons du village.

§ 6. — Fruits et graines.

C'est le principal article d'exportation de notre région. Le tableau suivant, dressé pour le Sénégal, montrera les progrès accomplis pendant la période qui nous occupe :

PRODUITS	1897	1902	1907
Amandes de palme....	58.183	73.737	332.391
Arachides du Cayor...	6.662.900	14.194.446	27.085.190
Arachides de Galam..	35.000	60.000	692.527
Arachides de Pavillotte	1.549.621	5.996.898	1.435.671
Arach. de Casamance.	88.832	273.382	1.401.563
Arachides autres.....	»	30	106.830

L'arachide tient une telle place dans le commerce du Sénégal que nous devons lui consacrer une étude spéciale.

C'est en 1840 que M. Rousseau organise, pour la première fois, une culture rationnelle de l'arachide. Mais c'est seulement avec Faidherbe que ce produit atteint son véritable développement et laisse entrevoir les profits qu'il pourra donner dans l'avenir. Aujourd'hui la culture s'en est généralisée et l'arachide constitue, à elle seule, les trois quarts des exportations du Sénégal.

L'arachide ne peut être cultivée qu'entre les parallèles de 40° nord et de 35° sud. La température doit atteindre au moins 18° pour commencer les semis. Cette opération se fait, en général, après les premières pluies, au commencement de juillet.

L'arachide atteint une hauteur de 25 à 50 centimètres. On la récolte comme la pomme de terre.

Le rendement moyen du produit est d'environ 90 pour 1. Au Sénégal, 1 hectare planté en arachi-

des donne, en moyenne, 60 à 100 hectolitres de graines : 2.300 à 3.400 kilogrammes. Dans le Cayor, le Baol, le Diouler, le Sine et le Saloum, l'hectare donne de 3.000 à 4.500 kilogrammes.

L'arachide a des emplois extrêmement variés. Le principal se fait sous forme d'huile que l'on mélange à l'huile d'olive dans la proportion de 50 à 75 %, pour atténuer le goût trop prononcé de cette dernière. L'arachide sert aussi pour la fabrication de l'huile d'éclairage, de la margarine. Enfin ses résidus donnent d'excellents tourteaux que l'on emploie pour la nourriture des bestiaux.

En résumé, l'arachide constitue la grande richesse du pays et on n'a pas exagéré quand on a dit qu'« elle était au Sénégal ce que le charbon est à l'Angleterre ». Il y a tout lieu de croire, en présence des résultats obtenus, que la culture de l'arachide, dont l'extension est chaque jour plus grande, fera du Sénégal la plus riche de nos colonies, après la Tunisie et l'Indo-Chine.

L'arachide est un produit essentiellement sénégalais. Les colonies du golfe de Guinée en produisent fort peu. La production principale de cette région est l'amande de palme, dont le tableau suivant révèle toute l'importance :

	1897	1902	1907	1908
Guinée.....	435.936	578.776	738.845	701.989
Côte d'Ivoire.	341.891	580.886	571.739	1.031.445
Dahomey....	3.015.207	7.444.430	4.673.091	5.557.648
1909, A. O. F. export. huile de palme : 10.264.000 fr.				

Le commerce, on le voit, s'est peu développé et l'augmentation des cours ne parvient pas toujours à dissimuler la diminution de la production.

§ 7. — Denrées coloniales.

C'est là un commerce presque nul dans nos colonies de l'Afrique Occidentale française qui ne produisent ni thé, ni café, ni tabac, ni aucune des denrées que les Européens consomment. Les quelques milliers de francs qu'accusent les statistiques proviennent surtout de marchandises importées et réexportées vers des régions voisines.

§ 8. — Huiles et sucs végétaux.

Sous cette rubrique, les statistiques officielles comprennent deux des articles les plus importants du commerce extérieur de l'Afrique Occidentale française : la gomme et le caoutchouc. Nous allons montrer, par les deux tableaux suivants, le développe-

ment du commerce de ces produits pendant notre période :

Tableau I

COMMERCE DES GOMMES PURES (SÉNÉGAL)

	1897	1902	1907
Gomme du Bas-Fleuve.	3.182.454	1.084.773	1.132.967
Gomme du Galam.....	868.367	550.447	95.677
Gomme de Médine....	646.752	10.360	40.036
Gomme du Sénégal {	1908.....	1.593.946	
	1909.....	2.078.000	

Tableau II

COMMERCE DU CAOUTCHOUC (SÉNÉGAL)

	1897	1902	1907
Caoutchouc doux.....		1.187	1.246
Caoutch. de Casamance.	545.413	2.194.746	1.526.254
Caoutchoucs autres.....			
1908.....		4.102.263	
1909.....		31.825.000	

On voit que ces deux produits ont subi une évolution inverse. La gomme était autrefois la ressource principale du Sénégal. De toutes les rives du fleuve

on la récoltait en grande quantité. Depuis lors, les cultures se sont modifiées, et à la gomme on a substitué l'arachide et le caoutchouc.

Le développement qu'a pris le commerce du caoutchouc depuis quelques années nous oblige à consacrer à ce produit une étude spéciale.

L'histoire de cette production peut être divisée en deux parties entre lesquelles l'arrêté du 1^{er} février 1905 a créé une démarcation bien nette. Nous ferons donc un rapide historique de ce qu'était la culture du caoutchouc avant 1905, puis nous étudierons les grandes lignes de l'arrêté, enfin nous montrerons les résultats qui ont été obtenus depuis 1905 et ceux que l'on est en droit d'attendre dans l'avenir.

1° Avant 1895, la culture du caoutchouc est à l'état embryonnaire et les statistiques n'en font même pas mention.

A partir de cette époque et jusqu'en 1905, la situation est la suivante : Les indigènes cherchent, avant tout, à amener aux entrepôts des quantités considérables de caoutchouc. Conséquences : épuisement des peuplements, mauvaise qualité du caoutchouc qui est adultéré.

En 1903, intervient un arrêté du gouverneur de la Guinée qui édicte des peines très sévères contre les fraudeurs. Les principes de cette réglementation sont les suivants : *a*) Défense d'exporter du caoutchouc contenant plus de 1 % d'impuretés; *b*) confiscation

des caoutchoucs fraudés ; c) visite du caoutchouc sur les routes et dans les lieux ouverts à la vente.

Cet arrêté dépasse le but qu'il veut atteindre. Il améliore la qualité du caoutchouc, mais sa réglementation excessive est, en grande partie, inapplicable.

Nous venons de voir ce qui se passe en Guinée. Dans les autres colonies, la situation est encore plus grave. Partout, au Soudan, en Côte d'Ivoire, en Casamance, on trouve la même absence de réglementation ; la fraude se donne libre cours. Les produits contiennent beaucoup d'impuretés, notamment du sable. Enfin les indigènes traitent le caoutchouc par l'urine, et ce mode de préparation donne les résultats les plus déplorables.

Ainsi, en 1904, nous avons d'un côté, en Guinée, une législation trop sévère, de l'autre, au Sénégal et à la Côte d'Ivoire, une absence complète de surveillance.

2° C'est alors qu'intervient l'arrêté du 1^{er} février 1905 dont voici les grandes lignes : a) amélioration de la qualité. Répression de la fraude ; b) conservation des peuplements existants ; c) constitution des peuplements nouveaux ; d) éducation de l'indigène.

Peu de chose à dire sur la répression de la fraude et la conservation des peuplements existants. La question importante est la constitution de peuplements nouveaux, qui peut se poser comme suit :

Faut-il constituer des peuplements d'arbres à caoutchouc ou se limiter exclusivement aux lianes?

Il est difficile de se prononcer catégoriquement dans un sens ou dans l'autre. Autrefois on préférait les lianes. Aujourd'hui, dans beaucoup de régions, on rencontre l'arbre à caoutchouc. Nous allons essayer de montrer, dans un rapide exposé, les avantages et les inconvénients de l'un et de l'autre, au point de vue de la plantation proprement dite et aussi au point de vue de l'exploitation.

a) *Etablissement des plantations.* — A ce point de vue, les arbres à caoutchouc ont, sur les lianes, le désavantage d'exiger le semis en pépinières et le repiquage, ou même la culture en pots, et le transport sur les emplacements définitifs. Ceci pour utiliser toutes les graines qu'on possède et pour n'avoir aucune perte. Mais c'est là la période transitoire. Bientôt, sans doute, on pourra assurer la reproduction des diverses essences d'arbres à caoutchouc par le simple procédé du semis en place, tout comme pour les lianes.

Par contre, les arbres ont sur les lianes l'avantage de pouvoir, dès la troisième ou la quatrième année, échapper, grâce à leur taille, à l'étouffement de la brousse environnante, à la dent du bétail et aux feux de brousse. Les lianes buissonnantes, au contraire, exigent une surveillance continue.

b) *Exploitation.* — Les arbres sont plus résistants

que les lianes ; de plus, d'après les expériences faites, ils semblent devoir donner un rendement plus considérable.

Les principales essences d'arbres à caoutchouc sont pour le Soudan, le *Ficus Elastica* ; pour les régions côtières, le *Kikxia Elastica* ; enfin, pour les régions intermédiaires, le *Ceara* et le *Castilloa Elastica*.

Enfin l'arrêté de 1905 contient une dernière disposition qui a trait à l'éducation de l'indigène en ce qui concerne la culture du caoutchouc. On réunit les indigènes par groupes de vingt environ, sous la direction d'un moniteur et sous la surveillance d'un employé européen. On les conduit dans les plantations et on leur apprend, d'une façon pratique, à récolter le caoutchouc, et notamment à ne pas épuiser les peuplements.

3° *Résultats obtenus par l'arrêté de 1905.* — Le moyen le plus sûr de connaître les résultats de l'arrêté est de comparer la valeur des diverses espèces de caoutchouc avant et après l'arrêté de 1905. Or les chiffres que nous trouvons sont tout à fait significatifs.

Au Soudan, le *Twist Soudan*, qui valait 8 fr. 60-9 fr. 20 en janvier 1905, vaut 9 fr. 60-10 fr. 20 en septembre 1905, soit 1 fr. 40 de plus qu'en septembre 1904.

Le *Niggers Soudan*, qui valait 9 fr. 40-10 fr. 50 en janvier, atteignait 10 fr. 35-11 fr. 20 en septembre 1905, soit 2 fr. 35 de plus qu'en 1904.

En Guinée, le Niggers Konakry valait 10 fr. 80-11 francs en janvier 1905, et 11 fr. 10-11 fr. 40 en septembre, après avoir passé par 11 fr. 35-11 fr. 65 en mai.

Il y a donc eu une amélioration très sensible de la qualité. Cependant, on trouve encore, dans certaines espèces de caoutchoucs, une humidité excessive qu'on n'arrive pas à faire disparaître.

Enfin il ne faut pas se dissimuler que le vif mouvement de hausse, qui s'est produit cette année sur la matière première et sur toutes les valeurs de caoutchouc, a été, en grande partie, spéculatif et ne correspond pas à l'augmentation de la demande et à la valeur du produit.

Tableau I

COMMERCE DE L'HUILE DE PALME

	1897	1902	1907	1908
Guinée	59.691	72.934	9 105	88.662
Côte-d'Ivoire.	1.628.064	2.098.882	1.146.840	3.000.366
Dahomey. . . .	1.736.827	5.323.832	2.395.846	4.595.935
En 1909, A. O. F. exporte huile de palme pour 9.343.000 fr.				

Tableau II

COMMERCE DE LA GOMME

	1897	1902	1907	1908
Guinée.....	268.864	257.414	224.294	438.111
Côte d'Ivoire.	1.543	580	3.091	1.868
Dahomey ...	»	»	»	»

Tableau III

COMMERCE DU CAOUTCHOUC

	1897	1902	1907	1908
Côte d'Ivoire.	583.662	3 649.552	5.255.266	3 753.593
Dahomey....	7.875	4.725	12.770	4.273
Guinée.....	4.890.979	8.661.047	12.742.452	10.876.604

En dehors de ces chiffres généraux, nous avons pu recueillir, dans les *Annales coloniales*, quelques renseignements tout récents sur la situation particulière de la Côte d'Ivoire au point de vue de la production du caoutchouc.

En 1909, les exportations de caoutchouc ont été de 300 tonnes supérieures à celles de 1908,

En 1910, année où nous écrivons ces lignes, les débuts de la campagne, malgré des difficultés d'ordre politique dont l'excessif retentissement est encore présent à la mémoire de tous, ont été, de tous points, excellents.

Une progression notable s'est produite sur les années précédentes. C'est ainsi qu'au 1^{er} mars dernier, il était sorti de la Côte d'Ivoire 518.740 kilogrammes de caoutchouc contre 203.349 kilogrammes à la même date de 1909, soit, pour le sixième de l'année en cours, une plus-value magnifique de 315.391 kilogrammes, supérieure à elle seule à la quantité totale du caoutchouc exporté au 1^{er} mars 1909.

Ces résultats témoignent de la vitalité de notre jeune colonie et justifient les paroles de M. Ponty, gouverneur général de l'Afrique Occidentale française, qui, dans une interview au journal *Le Temps*, s'exprimait de la façon suivante :

« Il ne faut pas craindre de le dire, la Côte d'Ivoire est la plus riche des colonies de l'Afrique Occidentale. C'est pourquoi il faut mettre tous nos soins à y protéger le commerce.

« Nous allons nous occuper spécialement de la partie du riche *Casally*, abondant en caoutchouc, en bois d'ébénisterie et de construction et en palmiers à huile, dont il existe pour plus de cinquante millions de francs, encore inexploités. »

Ces deux produits dont le commerce s'est norma-

lement développé paraissent se répartir géographiquement de la manière suivante : la gomme ne se récolte guère qu'en Guinée et le caoutchouc, qui a fait des progrès considérables dans la Côte d'Ivoire, reste néanmoins le produit caractéristique de la Guinée française.

§ 9. — Bois.

Le commerce du bois n'atteint une certaine importance que dans la Côte d'Ivoire. L'acajou y est assez répandu et donne lieu à un trafic avec l'Europe et surtout avec l'Angleterre. En 1897, ce commerce portait sur une valeur de 1.484.463 francs ; mais, en 1902, il n'était déjà plus que de 551.128 francs. La diminution ne semble pas depuis s'être accentuée, puisque, en 1907, les statistiques accusent encore le chiffre de 523.590 francs.

A côté de l'acajou, il faut citer quelques bois de teinture et produits accessoires, sans importance. Au total, l'Afrique Occidentale française a exporté des bois pour 2.817.584 en 1908, et seulement pour 800.000 francs en 1909.

§ 10. — Métaux.

Un seul métal, l'or. Le tableau suivant met en relief l'importance relative de ce produit dans les diverses colonies :

	1897	1902	1907	1908
Sénégal.....	255.132	103.587	602.192	544.330
Guinée.....	»	»	9.000	20.000
Côte d'Ivoire.....	495.070	91.293	7.569	12.967
Dahomey.....	»	»	»	»

Comme on le voit, l'or est presque absent des statistiques de la Guinée et du Dahomey. En Côte d'Ivoire, il tend rapidement à disparaître. Cela tient à ce que tout l'or de cette région était de la poudre d'or, péniblement extraite par les indigènes qui préfèrent aujourd'hui se livrer à des occupations plus rémunératrices. Quant à l'or du Sénégal, il provient du Galam. Sa production, après avoir quelque temps faibli, se développe de nouveau. Mais nous ne pensons pas qu'elle donne jamais lieu à un trafic bien important.

Enfin, en Guinée française, on a découvert quelques gisements de fer et de cuivre, dont l'exploitation a commencé il y a quelques années et sur laquelle nous n'avons pas encore de chiffres précis.

§ 11. — Autres produits.

Nous relevons un commerce important de sel en Guinée (107.207 fr. en 1907), de tissus en Guinée (381.170 fr. en 1907) et au Sénégal (189.464 fr. en

1907). Ces produits proviennent en grande partie de l'importation et sont destinés aux régions voisines.

Le coton en Afrique Occidentale française.

Nous ne rappellerons pas la situation très grave créée à l'industrie française des filatures et tissages, par la concurrence du marché américain qui tend à monopoliser, à son profit, non seulement la production, mais encore l'industrialisation du coton.

En 1902, les industriels français s'émeuvent de cette situation et, sous l'impulsion de M. Esnault-Pelterie, fondent l'Association cotonnière coloniale. Leur but est de développer la culture du coton aux colonies, et, en particulier, en Afrique Occidentale française.

1° Quelles devaient être les bases de notre programme d'action ? Deux solutions se présentaient : *a)* ou bien on utiliserait les types locaux de cotonniers en cherchant à les améliorer par voie de sélection ; *b)* ou bien on allait tenter l'acclimatation des types cultureux de cotonniers américains. On voulait des résultats immédiats et, en même temps, il fallait fournir une qualité au moins égale à celle fournie par les États-Unis. On adopta donc le second mode de culture.

2° Il s'agissait ensuite de trouver le meilleur mode

de production. Devait-on avoir recours à l'indigène seul, ou bien fallait-il assurer la production par l'exploitation de concessions régies et cultivées à l'européenne ? Le Gouvernement général avait toujours été hostile aux grandes sociétés financières et M. Roume indique nettement sa manière de voir dans un discours prononcé à l'Association cotonnière coloniale en octobre 1903. On admit donc le principe de la culture faite par l'indigène seul.

Nous avons dégagé les deux idées directrices qui ont marqué les débuts de la culture du coton : production par l'indigène de coton type américain, surveillance scientifique des cultures faites à la mode indigène.

La combinaison de ces deux idées devait permettre de déterminer les variétés de cotonniers qui, après introduction, auraient le mieux conservé aux fibres leurs qualités commerciales.

A l'heure actuelle, les essais se poursuivent simultanément dans toutes les colonies du Gouvernement général ; cependant, c'est au Soudan que les meilleurs résultats ont été obtenus.

A la vérité, nous sommes obligé de reconnaître que ces résultats n'ont pas répondu complètement aux espérances que donnait cette culture. Le coton est un produit délicat, qui exige une culture intensive : labours profonds, fumures, irrigations, et il est évident que ces travaux, nécessaires pour obtenir

une belle qualité, ne sont pas du domaine de l'agriculture indigène.

Les types de cotonniers essayés sont les suivants : Mississipi, Excelsior, Missouri, Louisiane, Yasoo-River, Texas, Pédican.

Le Mississipi et l'Excelsior, qui semblent devoir être retenus pour les essais futurs, ont donné un rendement moyen de 300 à 400 kilogrammes par hectare. Ce résultat est assez satisfaisant, malheureusement, dans les années de grande sécheresse, les chiffres sont bien inférieurs. On est alors obligé de se livrer à des travaux d'irrigation longs et coûteux, qui augmentent sensiblement le prix de revient du produit.

De ce que nous venons de dire, il ne faut pas tirer des conclusions trop pessimistes. La culture du coton est encore, dans beaucoup de régions à la période d'essai. Les exportations qui ont été faites ne sont, pour ainsi dire, que des échantillons. Il faut faire crédit aux chercheurs. En résumé il s'agissait de prouver que l'acclimatement des types américains était possible en Afrique Occidentale. L'expérience a parfaitement réussi. Avec le temps, la civilisation pénétrera dans la colonie et contribuera à donner à l'indigène la science de la culture qui lui fait complètement défaut. Il est donc permis de fonder un espoir très réel sur le coton dont la production peut avoir une profonde répercussion sur les industries

européennes, et, en particulier, sur les industries françaises.

SECTION III

Étude des voies du commerce.

Dans cette section nous nous proposons d'étudier les différentes voies que suivent les produits qui sortent de l'Afrique Occidentale française ou qui y entrent, et de rechercher les raisons qui font que ces produits prennent certaines directions, de préférence à d'autres.

Notre étude comportera tout d'abord quelques aperçus sur le commerce terrestre de la colonie, commerce qui est, de tous, le plus ancien et qui est devenu aujourd'hui le moins prospère. Nous étudierons ensuite le commerce maritime. Nous essaierons tout d'abord de donner quelques renseignements sur les ports, leur outillage, leur prospérité. Nous terminerons par une étude du commerce avec les différents pays et notamment avec la France ; à ce propos nous retracerons les règles générales du régime douanier et nous nous efforcerons de montrer son influence sur la distribution géographique du commerce extérieur du gouvernement général.

Première Partie

ÉTUDE DU COMMERCE TERRESTRE

A l'heure actuelle, une très petite partie seulement du commerce se fait par terre, mais il n'en a pas toujours été ainsi. A l'époque où les Européens n'avaient pas encore fait leur apparition et même plus récemment, alors qu'ils n'absorbaient pas encore toute l'activité économique de la région, les indigènes ne communiquaient avec le reste du monde que par terre. A cette époque, qui n'est pas si ancienne qu'on pourrait le croire, puisqu'elle ne date guère que de soixante ou quatre-vingts ans, le commerce terrestre se faisait par deux voies différentes. L'une était peu fréquentée. Elle reliait le bassin du Niger au bassin du Tchad, puis, à travers l'Ouadaï, le Dar-four, et le Kordofan, au bassin du Nil. C'est la route qu'empruntait le commerce local, mais dont ne se servaient ni les grandes caravanes, ni les mouvements importants de population. La raison en est que, entre le bassin de la rivière Sokoto et le Tchad, s'étend une région désertique d'un accès très difficile, où les points d'eau sont rares et que les chameliers redoutent particulièrement.

De plus, les débouchés auxquels aboutit cette voie sont incommodes. Après avoir traversé l'Afrique

dans le sens de la largeur, les marchandises atteignent le Nil dans la région de Khartoum. Là se trouvaient de grands marchés fréquentés par les indigènes de l'Ouadaï, du Dar-four et du Kordofan, par les marchands qui remontaient le Nil et par les nègres du plateau de Bahr-el-Ghazal. Mais, pour atteindre leur destination définitive, les marchandises devaient emprunter la voie du fleuve et faire encore un trajet plus facile, il est vrai, mais long de plusieurs milliers de kilomètres, avant d'atteindre l'Égypte où elles étaient enfin consommées. Les difficultés et la longueur du trajet, la médiocrité des débouchés ont rendu de très bonne heure cette voie impraticable aux caravanes. De nos jours encore, on considère comme presque impénétrable la région comprise entre l'Aïr et Taghelel ou Zinder. Les marchandises qui empruntent cette voie, ne vont jamais plus loin que le Tchad et encore préfère-t-on, pour gagner le lac, partir du Congo pour suivre la voie Oubanghi-Chari. C'est par là notamment que se fait le ravitaillement et la relève des troupes entretenues par la France dans cette région.

Plus fréquentée est la seconde voie empruntée par les marchandises. Elle relie le Maghter au Niger par des chemins assez divers. Autrefois, comme aujourd'hui d'ailleurs, ces chemins partaient de deux endroits principaux, marchés importants de l'Afrique Occidentale : Tombouctou et Kano, cette dernière

ville étant située en territoire anglais et ne subissant que très peu la concurrence de la ville française moins importante de Zinder. Tombouctou draine les produits par le Niger. Le Haut-Niger lui apporte toutes les marchandises du Fouta-Djallon et du Sénégal. Le Mayel-Balenal, par le Baoulé et le Bagoé, la met en relations avec la Haute-Bandamna et même avec la région de la Haute-Volta. (Les produits de la Basse-Bandamna gagnent plutôt la Côte d'Ivoire et empruntent de préférence la voie maritime.) Le Bas-Niger met Tombouctou en communication avec des zones moins riches et aussi moins étendues ; en effet, à partir de Say, le commerce emprunte la voie de la Bénoué pour atteindre Sokoto, Kano et Zinder.

De Tombouctou, les caravanes gagnaient, après la pénible traversée de l'Azaouad, les plateaux déjà plus accessibles du Tanezrouft ; puis, évitant la région montueuse de l'Adrar, elles atteignaient le Tidikelt et In-Salah. C'est à cette ville que s'arrêtaient généralement les chameliers partis du Niger ; ils s'y approvisionnaient en marchandises venues du Nord et repartaient pour Tombouctou. Mais les produits, apportés par eux à In-Salah, continuaient leur route vers l'Algérie. Par l'Oued-Saoura, le Tafilelt et Figuig, ils se dirigeaient sur Oran ; ou bien, appuyant vers l'Est, ils gagnaient Alger, par le plateau de Tademaït, El Golea et Laghouat.

Depuis la conquête de l'Algérie par les Français,

ces tracés se sont modifiés. Le commerce indigène évite la concurrence du commerce européen, qui fournit des marchandises meilleures et à plus bas prix. De plus, le trafic des esclaves, qui constituait un des articles les plus importants du commerce transsaharien, a dû éviter les régions où s'exerçait la surveillance de la police européenne.

Aujourd'hui, le commerce des chameliers se dirige de préférence vers les pays restés exclusivement musulmans. De Tombouctou, bien des caravanes se dirigent, par un chemin très dur à travers le Désert-el-Djoug et les dunes qui occupent presque toute la partie occidentale du Sahara, vers les salines de Taoudeni, puis, par Bir-el-Abbas, elles atteignent les riches oasis de l'Oued-Drau et de là, les ports de la côte marocaine : Ifni, Agadir, Mogador. Parfois aussi, les caravanes suivent leur ancien trajet jusqu'à In-Salah, à raison de la traversée du désert particulièrement facile par cette voie. Mais, au lieu de se diriger vers les ports algériens, elles aboutissent, soit aux oasis de l'Oued-Drau, soit à travers la Hamada de Tinghert, à Ghadamès, d'où les produits gagnent assez rapidement Tripoli.

Les derniers progrès de la conquête française ont encore ajouté à la gêne que subit le commerce des chameliers. Tombouctou et In-Salah sont aujourd'hui occupés par la France. Les troupes pénètrent dans le Tidikelt et, des bords du Niger, des raids sont effec-

tués dans le Sahara central. Le trafic des esclaves est devenu à peu près nul au Soudan. En même temps que les débouchés se ferment, les sources de production se tarissent. On peut prévoir l'époque où les caravanes domestiquées, européanisées, ne feront plus qu'un trafic local, destiné au ravitaillement des oasis sahariennes.

On a projeté de remplacer le mode de transport que constitue le chameau par un chemin de fer transsaharien ; ce projet semble irréalisable. Mais, quand la domination française se sera un peu plus affirmée, quand on aura organisé une véritable police du désert, il sera possible alors d'installer une ligne télégraphique qui, reliant entre elles les diverses oasis, développera sensiblement le trafic de ces régions. Ce qui est certain, c'est que le commerce indigène entre Tombouctou et l'Afrique du Nord est appelé à disparaître ou à se transformer.

Les autres lignes commerciales ont mieux résisté à l'invasion européenne. Les caravanes, il est vrai, ont pris des précautions. Tantôt elles fixent leur point de départ dans des contrées où les Européens ne pénètrent que difficilement ; ou bien elles ne se chargent, à leur point de départ, que de marchandises dont le commerce est absolument licite, puis, en cours de route, elles prennent de la contrebande. Telles sont les caravanes qui relient Kano et Zinder, d'une part, à Ghadamès et qui, en cours de route, à

Agadès, par exemple, s'adjoignent des troupes d'esclaves destinés à la Tripolitaine.

Pour la même raison, une modification a été faite dans le tracé d'une ligne moins importante qui partait autrefois des rives mêmes du Sénégal (Saint-Louis d'abord, Podor plus tard) pour se diriger, à travers les dunes d'Iguidi, vers la région de l'Oued-Drau. Aujourd'hui, le point de départ de cette ligne est reporté sur la côte, à un petit port sans importance, Tiourourt.

Ce ne sont là que des expédients. La ligne de l'Air aussi bien que celle des Iguidis ne résisteront pas plus que celle de Tanezrouft, à l'intrusion européenne. Le commerce des caravanes, quelle que soit encore son activité, est voué à la mort. Dans cinquante, dans vingt ans peut-être, on ne connaîtra d'autres services de chameliers que ceux que les Européens auront organisés pour remplacer le commerce indigène disparu.

Deuxième Partie

COMMERCE MARITIME

Nous diviserons cette partie en trois paragraphes :

§ 1. — *Étude des ports et de leur commerce.*

§ 2. — *Régime douanier.*

§ 3. — *Étude du commerce avec les différents pays et notamment avec la France.*

§ 1. — Étude des ports et de leur commerce.

Dans cette étude nous utiliserons surtout les statistiques de la navigation publiées en 1908 par l'*Office colonial*. Suivant la méthode analytique, nous étudierons successivement chacun des ports de chaque colonie.

I. — PORTS DU SÉNÉGAL.

Les ports les plus importants du Sénégal sont : Saint-Louis, Dakar, Rufisque, Foundioun, Ziguinchor, Joal.

1° *Saint-Louis.*

Saint-Louis dispose d'une situation économique exceptionnelle. Le Sénégal, qui y aboutit, draine tous les produits de la région. La navigation sur le fleuve est très active. A l'époque des basses eaux, les bateaux remontent jusqu'au seuil de Matam et, à l'hivernage, ils arrivent jusqu'à Kayes. Là, les marchandises empruntent la ligne de chemin de fer qui réunit le bassin du Sénégal au bassin du Niger. Ainsi tout le commerce du Soudan et du Haut-Sénégal s'achemine vers la mer par Saint-Louis.

Les obstacles pourtant sont nombreux. L'irrégularité du régime du fleuve ne permet pas toujours

aux bateaux d'atteindre Kayes. De plus, les seuils rocheux, les bancs de sable abondent, rendant la navigation difficile et périlleuse.

Des travaux considérables ont été entrepris pour améliorer la voie du fleuve. En 1904 et en 1907, deux emprunts, l'un de 100 millions, l'autre de 40, ont été émis dans l'intention de compléter l'outillage économique de la colonie. Une somme assez importante a été consacrée à des travaux d'amélioration du fleuve. On a déjà fait sauter un certain nombre de roches qui, aux basses eaux, faisaient obstacle à la navigation. Des missions ont été envoyées pour étudier le lit du fleuve et déterminer le chenal que les navires doivent suivre. On a dressé une carte hydrographique d'une très grande valeur. Enfin, des travaux de balisage ont permis de signaler aux mariniers les passages difficiles.

Les travaux d'ailleurs sont loin d'être achevés. Il existe encore beaucoup de roches qui, à l'époque des basses eaux, rendent la navigation presque impossible. Quant aux bancs de sable et aux innombrables méandres qui entravent et retardent la navigation, il faudra, pour y remédier, creuser des chenaux artificiels. Enfin, pour obvier aux inconvénients résultant de l'irrégularité du régime des eaux, il ne suffit pas, comme on l'a fait jusqu'ici, d'établir des échelles de cours et de relever soigneusement la hauteur des eaux. Il faudrait concevoir et étudier un projet sé-

rieux : on a proposé, par exemple, d'établir un vaste réservoir artificiel. L'idée semble bonne, mais il faudrait savoir comment et à quel prix elle est réalisable.

Quoi qu'il en soit du sort de ces projets et dans l'état actuel des choses, le Sénégal rend de grands services au commerce. Le service de la poste et des voyageurs est fait par une Compagnie concessionnaire et subventionnée qui effectue vingt-huit voyages par an ; la Compagnie fait, en plus, cinq voyages supplémentaires pour la relève des fonctionnaires du Soudan.

Le trafic des marchandises est assez actif. A l'époque des hautes eaux, les navires peuvent aller directement de Bordeaux à Kayes. Le fret est d'environ 60 francs la tonne. En résumé, le fleuve Sénégal doit, à sa position géographique, une importance considérable comme voie de pénétration vers le Soudan. C'est grâce à lui, et à lui seul, que Saint-Louis peut occuper le deuxième rang parmi les ports du Sénégal.

La ville, en effet, est, à tous les autres points de vue, fort mal située. Construite sur des sables, dans un site peu agréable, loin de toute eau potable, elle semble n'avoir aucun droit à la prospérité qu'elle a acquise. Son port est des plus médiocres. Tout d'abord il est assez éloigné de la mer. Il faut, pour l'atteindre, remonter le fleuve sur un parcours assez long et particulièrement difficile. C'est là, en effet, à hau-

teur de la pointe aux Chameaux, que l'on rencontre la barre du Sénégal, toujours dangereuse, mais surtout pendant la saison sèche. Cette barre, qui, de temps à autre, se déplace, revient parfois brusquement en arrière, obstruant ainsi l'embouchure du fleuve pendant des semaines (1).

Lorsque les navires ont réussi à franchir cet obstacle, ils ont encore à éviter les bancs de sable que l'on rencontre dans le cours inférieur du fleuve, bancs d'autant plus dangereux qu'ils sont mobiles et que leur position ne peut être exactement repérée.

On a fait peu de chose pour améliorer la partie maritime du cours du Sénégal et il y a peu de chose à faire. Sans doute on a projeté de fixer la barre, pour faciliter l'accès du fleuve, mais ce projet, qui, peut-être, ne se réalisera jamais, ne constituerait qu'une bien faible amélioration. Un plan nouveau a été édifié, qui semble préférable et qui a plus de chance d'aboutir. Il consisterait à abandonner au commerce fluvial le port actuel, qui se trouve à côté du port Faidherbe. Puis, de l'autre côté de la « langue de Barbarie », on construirait une digue et un port maritime bien abrité. Contre ce projet, on ne peut guère élever que des objections d'ordre finan-

1. Les géographes ont beaucoup discuté sur les causes de ces brusques retours. Certains les attribuent à des lames de fond venant du large. D'autres y voient plutôt des raz de marée produits par des vents violents et éloignés.

cier. Il est à souhaiter qu'on entre, le plus vite possible, dans la voie des réalisations : Saint-Louis deviendrait alors le port le plus important de l'Afrique Occidentale française. Voici quelques chiffres indiquant le mouvement du port de Saint-Louis pendant les dernières années :

	1905	1906	1907	1908
Tonnage débarqué....	32,078,157	33,461,813	37,836,186	12,045,684
Tonnage embarqué...	6,460,896	11,127,201	24,772,027	5,757,879
Valeur du chargement entré.....	14,902,098	16,427,049	14,475,941	9,448,606
Valeur du chargement sorti.....	2,836,882	5,708,697	7,242,053	2,636,538
Nombre de navires en- trés.....	»	62	74	40
Nombre de navires sor- tis.....	»	61	73	41

La plus grande partie du trafic se fait avec la France, puisque, en 1908, sur 41 navires sortis, 30 étaient français.

2° Dakar.

Dakar est un port merveilleux. Une rade admirable, protégée contre la haute mer par la péninsule rocheuse du Cap-Vert, une eau profonde, une côte d'un accès facile, telles sont les qualités qui distinguent ce port, le plus important de l'Afrique Occidentale française. Au point de vue commercial, le

port se trouve être le débouché naturel de régions très fertiles, comme le Cayor, pays de l'arachide, admirablement desservi par le chemin de fer de Saint-Louis à Dakar. Les statistiques révèlent une prospérité très grande, mais qui semble avoir atteint son apogée, car la concurrence des autres ports s'accroît et l'ingéniosité des hommes remédie peu à peu à l'infériorité de la position.

Comme à Saint-Louis, c'est avec la France que se fait le trafic le plus important. En 1908, sur 648 navires entrés, 373 battaient pavillon français. Toutefois, des relations suivies existent avec l'Allemagne (32 navires), l'Angleterre (66) et le Brésil (14).

	1905	1906	1907	1908
Tonnage débarqué.	116.224.423	143.214.881	166.696 595	244.977.407
Tonnage embarqué.	52.904.043	69.481.313	93.752.895	150.777.739
Valeur du chargement entré.....	30.372.605	27.686.160	31.105.110	45.509.114
Valeur du chargement sorti.....	8.387.883	10.114.564	11.589.613	13.463.404
Nombre de navires entrés.....	»	494	521	648
Nombre de navires sortis.....	»	471	548	644

3° Rufisque.

Située sur la même baie que Dakar, la ville de Rufisque profite de tous ses avantages. Comme Dakar, elle reçoit les produits du Baol et du Cayor

par le chemin de fer de Saint-Louis à Dakar. Cependant, sa situation est loin d'être aussi favorable que celle du grand port sénégalais. Elle se trouve en effet sur une partie du rivage plus découverte et plus exposée aux tempêtes. Cet inconvénient explique que, malgré sa proximité plus grande des centres de production, Rufisque soit loin d'atteindre la prospérité de Dakar.

Voici le mouvement du port de Rufisque :

	1905	1906	1907	1908
Tonnage embarqué...	53.135.911	46.592 850	73.996.295	30.618.607
Tonnage débarqué. ..	21.379.673	25.943.560	26.301.360	77.036.540
Valeur du chargement entré.....	11.854.224	14.429.457	17.404.696	16.192.770
Valeur du chargement sorti	10.999.324	13.647.344	17.142.554	20 034.033
Nombre de navires en- trés.....	»	242	309	310
Nombre de navires sor- tis	»	230	306	309

La plus grande partie du trafic se fait avec les ports de la colonie. Sur 242 navires entrés en 1906, 111 seulement étaient français. Quant aux ports d'origine des navires, ils se répartissaient de la façon suivante : 68 navires venaient de France, 23 d'Angleterre, 9 des colonies anglaises, 17 d'Allemagne, 12 des colonies portugaises, et 88 des ports voisins.

4° *Foundioun.*

Foundioun occupe, à l'embouchure du Saloum, une situation analogue à celle de Saint-Louis à l'embouchure du Sénégal, mais le Saloum est loin d'avoir l'importance du Sénégal comme moyen de communication. Il est, en effet, concurrencé par la Gambie qui, un peu plus au sud, draine tout le commerce de la région vers le port anglais de Bathurst. Si l'on joint à cela les difficultés d'accès d'un port situé loin de la mer, sur un fleuve mal aménagé, on comprendra sans peine le peu d'activité dont fait preuve le commerce de Foundioun. Cependant, en 1906, on note, à l'entrée, 94 navires, dont 17 venant de France, 46 des colonies anglaises et 29 des ports de la colonie. Foundioun est donc surtout, et plus encore que Rufisque, un port de cabotage.

5° *Zighinchor.*

Ce petit port est l'unique débouché sur la mer des établissements français de la Casamance. Quoique situé sur l'estuaire du fleuve et assez loin de la mer, il est le centre d'un commerce actif. 36 navires y ont pénétré en 1906, dont 14 venant de France et 8 d'Allemagne. Les autres faisaient le cabotage avec Bathurst ou avec les établissements portugais de la Guinée.

6° *Joal*.

Joal, quoique situé au fond d'une baie bien abritée et orientée dans un sens favorable, mérite à peine d'être rangé parmi les ports du Sénégal, tellement son trafic est insignifiant. En 1906, 2 navires seulement y sont entrés. Ils provenaient tous deux de la colonie et étaient à destination de la France. Ils ont seulement fait escale à Joal, sans décharger leurs marchandises.

II. — PORTS DE LA GUINÉE FRANÇAISE

Les ports de la Guinée française sont : Konakry, Boké-Victoria, Boffa et Dubréka.

1° *Konakry*.

Konakry est, de beaucoup, le port le plus important de la colonie. C'est à son admirable situation maritime qu'il doit son rapide développement. Construit dans une île, sur une large rade, il peut recevoir des navires de grand tonnage. Il est protégé contre les vents du large, par son orientation favorable et surtout par les îles de Los qui forment digue en avant de la rade. Ces îles appartenaient à l'Angleterre ; elles ont été cédées à la France par le traité de 1905.

L'importance de Konakry a été considérablement

augmentée par la construction du chemin de fer du Niger, œuvre du capitaine Salesses. Konakry, en effet, malgré la situation particulièrement favorable de son port, manquait de débouchés vers l'intérieur. Aucune de ces rivières à large estuaire, qui sont si nombreuses sur la côte de Guinée, n'y aboutit.

Les communications entre le port et l'arrière-pays ne pouvaient se faire que par la voie terrestre, toujours médiocre dans ces régions où il n'existe ni routes, ni même souvent des chemins carrossables. Ici elles étaient rendues encore plus difficiles par les montagnes qui se trouvent en arrière de la ville et forment autour d'elle une ceinture impénétrable. Aujourd'hui l'obstacle est vaincu. Un chemin de fer traverse les montagnes et, après de nombreux détours dus à la configuration du sol, se dirige vers le Niger qu'il atteint à Kouroussa, point où le fleuve devient navigable. Par là, une partie des produits du Soudan s'écoule vers Konakry. Mais la voie ferrée draine surtout les produits du Fouta-Djallon, qu'elle traverse dans toute sa longueur.

Une grande partie du commerce de Konakry se fait avec la France. En 1906, 57 navires venant de la métropole y ont débarqué des marchandises pour une valeur de 5.596.277 francs. Cependant la France n'occupe pas la première place. Pendant la même année, l'Angleterre a envoyé 32 navires portant 6.992.357 francs de marchandises ; l'Allemagne,

49 navires, mais seulement 1.499.066 francs de marchandises. Enfin un cabotage très actif se fait entre Konakry et les pays voisins (Sierra-Leone, Liberia) ainsi qu'avec les autres ports de la colonie.

2° *Boké-Victoria.*

Les deux villes de Boké et de Victoria sont situées sur le Rio-Nunez. Boké, à l'intérieur des terres, était un port très médiocre. Il est remplacé aujourd'hui par Victoria, qui est plus rapproché de la mer, mais est encore séparé d'elle par tout l'estuaire du Rio-Nunez. Ce port fait surtout le cabotage. Il reçoit pourtant quelques navires européens, en particulier des navires allemands. Son commerce, bien que peu actif, le classe au second rang parmi les ports de la colonie.

3° *Boffa.*

Situé sur l'estuaire du Rio-Pongo, Boffa est d'un accès difficile et les navires européens ne peuvent pas y pénétrer. Les débouchés y sont pourtant assez vastes. Le Rio-Pongo, dans son cours supérieur, forme une excellente voie de pénétration. Mais, par suite de la médiocrité de son port, Boffa ne peut pas espérer autre chose qu'un commerce de cabotage.

4° *Dubréka.*

Ce port, situé sur la baie de Songoria, est d'un accès relativement facile, mais son peu de profondeur en interdit l'entrée aux navires de grand tonnage. Ses débouchés sont très nombreux : d'une part, le fleuve Koukouré qui, contournant les montagnes côtières, pénètre dans le Fouta-Djallon ; d'autre part, le chemin de fer de Konakry au Niger qui passe à proximité de la ville. La situation de Dubréka, assez analogue à celle de Rufisque par rapport à Dakar, serait donc très favorable, si le port était meilleur.

III. — PORTS DE LA CÔTE D'IVOIRE

Les ports de la Côte d'Ivoire sont : Grand-Bassam, Assinie, Boué, Jacqueville, Grand-Lahon, Sassandra, Béréby, Tabou.

1° *Grand-Bassam.*

C'est le principal port de la colonie. En 1907, on note à l'entrée 117 navires français, 118 navires anglais et 70 allemands. Le port, bien situé à l'embouchure de la Comoé, se trouve être, grâce à cette rivière, mis en communication avec l'arrière-pays. De plus, comme il est le mieux organisé de la colonie, il draine, par le cabotage, la plus grande partie du commerce. Il est en relations directes avec l'Eu-

rope et de nombreux navires y font escale, pour y charger et décharger des marchandises. Malgré cela, il est peu vraisemblable qu'il prenne jamais une très grande extension. Il est loin, en effet, d'avoir la situation privilégiée de Dakar ou de Konakry. L'entrée est obstruée par une barre, et la construction d'un wharf qui s'avance en mer au delà de la barre, n'est qu'une amélioration bien rudimentaire. Le projet de creuser un chenal entre Abidjean et Grand-Bassam n'a été réalisé qu'en partie et, à l'heure actuelle, la trouée, qui a été faite, est absolument impraticable.

Le plus sérieux avantage qui ait été donné à Grand-Bassam, est la construction du chemin de fer de la Côte d'Ivoire qui a été entreprise à la suite de la mission du commandant Houdaille et de celle du commandant Crosson-Duplessis. Cette voie ferrée, qui part d'Abidjean, traverse la forêt dense et est en exploitation jusqu'au kilomètre 82, à l'Agneby. Elle ne tardera pas à entrer dans la province du Baouli et doit aller jusqu'à Kong, à plus de 300 kilomètres de son point de départ. Complété par le canal de Port-Bouet ou le Wharf, le chemin de fer, qui sera peut-être dévié sur Grand-Bassam, contribuera puissamment à assurer l'avenir de cette colonie riche en huile et amandes de palme et surtout en bois précieux et en caoutchouc. Sur les emprunts de 65 et 100 millions de l'Afrique Occidentale française,

30.400.000 francs lui ont été affectés. Il serait à souhaiter qu'une partie de ces crédits fût employée à la construction de petits wharfs dans les ports secondaires que nous allons passer en revue tout à l'heure, afin de combattre l'effet des barres que l'on rencontre presque partout.

2° *Grand-Lahon.*

Dès à présent, Grand-Lahon occupe le second rang parmi les ports de la Côte d'Ivoire. Il a reçu, en 1907, 57 navires français, 122 navires allemands, 33 navires danois. Cette prospérité, qui ne remonte pas à une date très ancienne, s'explique par la situation du port à l'embouchure de la Bandama, plutôt que par ses qualités propres. La lagune, sur laquelle il est construit, est en effet moins profonde que celle de Grand-Bassam, et, malgré les améliorations qui y ont été faites, elle constitue un abri insuffisant. C'est le port préféré des Allemands.

3° *Assinie.*

Assinie, au contraire, est un très beau port. Construit sur une lagune profonde, il est peut-être d'un accès plus difficile que Grand-Bassam, mais aussi il constitue un abri plus sûr. Malheureusement les débouchés vers l'arrière-pays font défaut. Le lac

Aby, avec lequel communique la lagune d'Assinie, reçoit deux rivières : le Bia et le Tansé. Mais elles prennent toutes les deux leur source dans le territoire anglais de la côte de l'Or et ne donnent lieu qu'à un trafic sans importance.

Assinie est le troisième port de la colonie. Il a reçu, en 1907, 183 navires : 32 français, 116 anglais, 35 allemands. La prépondérance du commerce anglais s'explique par le voisinage de la Gold-Coast.

4° Boué.

Boué est, au fond de la lagune d'Assinie, un petit port dont le commerce, quoique exclusivement local, n'est pas sans importance. Il a reçu, en 1907, 29 navires, dont 15 français.

5° Jacquerville.

C'est encore un port qui fait exclusivement un commerce de cabotage. Situé sur la mer et non sur une lagune, Jacquerville est un des plus anciens établissements de la colonie. Son trafic est actif, mais ne présente aucune tendance à l'augmentation.

6° Sassandra.

Sassandra paraît appelé à un très grand avenir à raison des vastes débouchés vers l'intérieur que lui

offre sa situation à l'embouchure de la Sassandra. Malheureusement le port est mal exposé. Il a reçu, en 1907, 45 navires français et 32 navires anglais.

7° Béréby.

Béréby, situé à l'embouchure d'une petite rivière, ne fait qu'un commerce de cabotage, soit avec les autres ports de la colonie, soit surtout avec Sierra-Leone, Liberia et la Guinée française.

IV. — PORTS DU DAHOMÉY

Comme la Côte d'Ivoire, la côte dahoméenne est parsemée de lagunes ; aussi la navigation indigène y a-t-elle été, de tout temps, très active. Les principaux ports sont Porto-Novo, Cotonou, Ouidah, Grand-Popo.

1° Porto-Novo.

Porto-Novo n'est pas situé sur la mer, mais sur une lagune qui, elle-même, communique par un chenal avec une deuxième lagune, laquelle, enfin, est reliée à l'océan par un autre chenal. Il est inutile de dire que cette disposition interdit l'accès du port aux navires étrangers. Ce que l'on appelle « le commerce maritime » de Porto-Novo, est fait par des navires de faible tonnage qui assurent le transport des marchandises entre la ville et les grands courriers sta-

tionnant sur rade. Ce commerce est tout entier entre les mains des Anglais et des Allemands.

2° *Cotonou.*

C'est le grand port du Dahomey. Situé à l'entrée du second chenal qui relie la lagune de Porto-Novo à la mer, il reçoit la plupart des navires européens. De grands travaux d'amélioration ont été faits. Pour éviter le phénomène de la barre qui sévit également sur la côte dahoméenne, un wharf, analogue à celui de Grand-Bassam, a été construit et est exploité par la compagnie du chemin de fer dont nous allons parler tout à l'heure. Cette compagnie est également concessionnaire d'un service de navigation sur la lagune de Cotonou et sur le fleuve Ouémé qui se jette dans cette lagune.

En dehors de sa situation très favorable qui lui assure de grands avantages sur les autres ports de la colonie, Cotonou doit sa prospérité dans ce fait que deux grandes voies commerciales y prennent leur point de départ et le mettent en communication avec le reste du pays.

La première de ces voies est la rivière Ouémé qui relie Cotonou au Haut-Dahomey.

La seconde, beaucoup plus importante, est le chemin de fer du Dahomey. C'est au lendemain de la conquête que se posa la question du chemin de fer

de Cotonou vers le Niger. En 1899, une mission, sous la direction du commandant Guyon, fut envoyée dans la colonie et revint avec un tracé étudié jusqu'à Atcheribé, sur le Zou, à 180 kilomètres de la côte. Depuis, on résolut de pousser le rail plus avant, jusqu'à Parakou, d'abord, jusqu'au Niger ensuite.

Au sortir de Cotonou, la ligne se dirige parallèlement à la côte jusqu'à Pohou ; elle remonte ensuite directement vers le Nord et traverse le plateau d'Al-lada en se tenant à égale distance de la rivière Sô et du Conflo. Elle franchit ensuite les marais de la Lama, puis la légère ondulation d'Abomey, redescend vers le Zou qu'elle atteint à Atcheribé et arrive à Paouignan, passe l'Ouémé à Agouagou et s'arrête provisoirement à Savé. Deux embranchements font communiquer Ouidah d'une part, et d'autre part le lac Ahémé à la ligne principale.

L'infrastructure de la ligne a été faite par la colonie elle-même. La main-d'œuvre locale abondante a permis de construire au prix peu élevé de 60.000 fr. le kilomètre. La superstructure et le matériel roulant sont fournis par la Société française des Chemins de fer du Dahomey qui exploite pour le compte de la colonie. Cette dernière reste maîtresse des tarifs et des conditions de l'exploitation.

Cet exposé montre à quel avenir peuvent prétendre les ports africains et, en particulier, Cotonou, lorsque le réseau ferré sera complètement achevé et que les

diverses lignes se rencontreront dans la boucle du Niger.

Déjà, à l'heure actuelle, Cotonou révèle une très grande prospérité. Des lignes anglaises, allemandes et françaises (Fraissinet, Chargeurs Réunis) y ont organisé des services réguliers avec l'Europe. Les statistiques accusent, pour 1907, 367 navires, dont 167 français, 96 allemands, 64 anglais.

3° *Ouidah.*

Situé sur une côte sablonneuse, Ouidah n'est pas un port de premier ordre. Ses débouchés sont assez restreints. Cependant il a reçu une impulsion nouvelle par suite de la création d'un embranchement qui relie la ville au chemin de fer de Cotonou. En 1907, il est entré, à Ouidah, 106 navires, soit 10 anglais, 44 français et 52 allemands.

4° *Grand-Popo.*

Cet établissement est très ancien ; son port est assez bien outillé, mais ses débouchés sont médiocres. Sa proximité de Togo en fait le port préféré des Allemands. En 1907, le mouvement des navires s'est élevé à 167, soit 78 allemands, 64 français et 20 anglais.

§ 2. — Régime douanier.

Le régime douanier de l'Afrique Occidentale française est actuellement régi par le décret du 14 avril 1905, auquel sont venus s'adjoindre quelques règlements postérieurs.

Notre étude du régime douanier comportera trois subdivisions. Nous étudierons d'abord le régime antérieur au décret du 14 avril 1905, puis le système de ce décret, enfin les décrets postérieurs.

1° Régime antérieur au décret du 14 avril 1905.

Avant 1904, chaque colonie de l'Afrique Occidentale française était soumise à des règles fiscales différentes. Quoique réunies au point de vue administratif, elles avaient conservé leur autonomie financière qui, en ce qui concerne les impôts, se trahissait par une infinité de régimes. Seul, le Sénégal avait un régime de droits à l'importation ; en outre, depuis 1872, une surtaxe de douane de 5 % était perçue sur les produits étrangers. Quant aux colonies de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey, il n'y existait pas, à proprement parler, de droits de douane. On y percevait seulement une taxe de consommation assez analogue à une taxe douanière. Cette taxe, en effet, s'appliquait, en principe, à tous les produits con-

sommés, qu'ils proviennent de l'importation ou qu'ils soient indigènes. C'est du moins le but qu'on aurait voulu atteindre ; mais, pratiquement, la chose était impossible. Pareille taxe exigeait en effet une administration compliquée, d'innombrables agents de perception, et surtout une nation policée, connaissant la loi et habituée à la respecter. Les colonies à peine conquises du golfe de Guinée étaient loin de correspondre à cet idéal. Aussi avait-on renoncé à percevoir cet impôt à l'intérieur du territoire. On se bornait à lever la taxe de consommation sur les produits étrangers pénétrant dans la colonie. C'était un équivalent des droits de douane, mais un équivalent inférieur, qui ne satisfaisait à aucune des conditions nécessaires.

Ces impôts, en effet, variant avec chaque colonie, changeant de taux selon la situation géographique de l'endroit où ils étaient perçus, étaient inadmissibles dans un gouvernement général unifié. En outre, étant établis et modifiés par simples arrêtés du gouverneur, ils étaient illégaux ; car la loi du 11 janvier 1892 exigeait que les impôts coloniaux fussent établis par décrets rendus en Conseil d'Etat. Enfin les tendances protectionnistes, qui, en France, s'étaient fait jour et avaient donné lieu à la grande loi douanière de 1892, contribuaient aussi à modifier, dans un sens contraire au libre-échange, le régime douanier des colonies.

Outre leurs arguments habituels, les protectionnistes faisaient valoir les sacrifices considérables que la France s'était imposés en faveur de ses colonies et qui paraissaient exiger une compensation. Sans doute le Sénégal avait surtaxé les produits étrangers sans pénaliser les produits français. Sans doute aussi le traité du 14 juin 1898 entre la France et l'Angleterre empêchait d'infliger aux marchandises anglaises un traitement défavorable, au Dahomey et sur la Côte d'Ivoire. Malgré ces objections, le champ d'action restait largement ouvert aux idées protectionnistes. C'est alors qu'intervint le décret du 14 avril 1905.

2° Système du décret du 14 avril 1905.

Le décret du 14 avril 1905 est ainsi conçu :

« Article premier. — Les droits à percevoir à l'entrée et à la sortie de l'Afrique Occidentale française sont fixés ainsi qu'il suit :

A. — Tarif d'importation.

DÉSIGNATION des produits	Unités sur lesquelles portent les droits	<i>Territoires situés en dehors de la zone visée par la convention du 14 juin 1898</i>		Territoires soumis au régime de la convention du 14 juin 1898
		Droits d'importa- tion	Surtaxe sur les produits étrangers	
Sels gemmes.....	100 kg.	1 50	0 50	1 50
Sel marin.....	»	1 50	0 50	1 50
Tabac en feuilles..	»	100 »	»	100 » (1)
Tabac fabriqué....	»	150 »	50 »	200 »
Sucres.....	»	5 »	5 50	5 » (2)
Kola....	»	exemption	75 »	50 » (3)
Matériaux de const.	»	5 %	7 %	10 % (3)
Alcool.....	hectolitre	160 »	30 »	160 »
Liqueurs.....	»	112 50	25 »	112 50
Liq de traite (25°).	»	60 »	15 »	60 »
Vins (au dess. de 16°)	»	Même régime que l'alcool		
Armes.....	pièce	15 %	7 %	20 %
Poudres et salpêtr.	100 kg.	50 »	20 »	100 » (1)
Autres munitions..	»	15 %	7 %	20 %
Cafés.....	»	5 % (4)	7 % (4)	10 % (5)
Bananes.....	»	5 % (6)	7 % (6)	10 %
Huiles indigènes..	»	5 %	1 »	exemption
Produits non dé- nommés.....	»	5 %	7 %	10 %

1. Les tabacs en feuilles ou fabriqués et les poudres et salpêtres ne sont soumis, au Dahomey, qu'à un droit d'importation de 50 francs par 100 kilogrammes.

2. Les taxes ci-dessus sont indépendantes des taxes compensatrices applicables aux sucres originaires des pays qui accordent des primes à la production ou à l'exportation des sucres.

3. La kola et les matériaux de construction sont exempts de tous droits d'entrée au Dahomey.

4. En Guinée, les cafés sont exempts des droits d'importation et acquittent un droit spécifique de 78 francs comme surtaxe sur les produits étrangers.

5. A la Côte d'Ivoire, les cafés acquittent un droit spécifique de 78 francs par 100 kilogrammes au lieu de la taxe *ad valorem*.

6. En Guinée, les bananes sont exemptées des droits d'importation et acquittent un droit spécifique de 5 francs comme surtaxe sur les produits étrangers.

Les droits *ad valorem* sont perçus d'après la valeur des produits au lieu d'importation. Cette valeur est déterminée par la mercuriale officielle, ou, à défaut, par le prix de facture augmenté de 25 %.

Exemptions générales.

Sont exemptés de tous droits les produits suivants :

Animaux vivants ;

Viande fraîche ;

Poisson frais ;

Fruits frais ;

Légumes frais ;

Pommes de terre ;

Manioc et ignames ;

Graines à ensemençer ;

Amandes de palme, piments, riz en paille ;

Machines et instruments agricoles ;

Houille ;

Livres ;

Instruments de précision ou scientifiques ;

Engrais ;

Armes, munitions, matériel de guerre et équipements militaires appartenant à l'État ;

Uniformes et équipements des officiers et fonctionnaires ;

Effets de voyageurs, lorsqu'ils portent des traces d'usage ;

Outils apportés par les ouvriers pour l'exercice de leur profession ;

Embarcations de tout tonnage ;

Caisses vides et futailles vides, montées ou démontées.

B. — Tarif de sortie.

Caoutchouc : 7 %.

La valeur servant de base à cette perception est celle des produits au moment de l'exportation, valeur indiquée par la mercuriale officielle.

C. — Surtaxes d'importation indirecte.

Marchandises de toute origine importées en Guinée française après avoir transité par un pays du continent d'Afrique autre qu'une colonie française :

Poudres et munitions.	. . .	20 fr.	par 100 kgr.
Tabacs.		10 fr.	—
Tissus et effets d'habillement.		25 fr.	—
Toutes autres marchandises.		3 fr. 60	—

Art. 2. — Le ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du ministère des Colonies.*»

Ce décret a été l'objet d'un recours en Conseil d'Etat qui a été rejeté par arrêt du 29 mai 1908.

Ce décret, qui a le grand avantage d'être extrêmement clair et précis, s'inspire de quelques idées qu'il importe de mettre en relief :

1° Les produits destinés au commerce, c'est-à-dire à la consommation des indigènes, sont seuls taxés ;

2° Les produits destinés à la consommation des Européens sont exemptés de droits ;

3° Les produits, provenant de l'étranger ou manutentionnés dans une région africaine non française, sont surtaxés.

On aperçoit très nettement la tendance protectionniste, on pourrait presque dire impérialiste, à laquelle répond ce décret. Il semble fait dans l'intérêt des Français, bien plutôt que pour le développement de la colonie.

3° Règlements postérieurs au décret du 14 avril 1905.

Des règlements sont intervenus dans l'intention de compléter le décret de 1905. Ces décrets sont au nombre de quatre :

1° *Décret du 10 mars 1906, relatif aux droits à percevoir sur les tissus de coton dits « guinées » introduits en Afrique Occidentale française par les territoires de la colonie du Sénégal.* — Les « guinées » introduites surtout au Sénégal et destinées aux indi-

gènes n'étaient pas comprises dans l'énumération du décret de 1905. Elles étaient par conséquent soumises au droit *ad valorem* portant sur les produits non dénommés. Le décret de 1906 n'a changé ni l'assiette, ni la quotité des droits qui les frappent. Mais, désormais, par une disposition spéciale au Sénégal, elles acquitteront un droit d'importation de 0 fr. 025 par mètre et une surtaxe sur les produits étrangers.

2° *Décret du 2 mai 1906.* — Ce décret ajoute à la liste des produits exemptés de droits les caoutchoucs bruts, la gomme copal brute et l'arachide.

3° *Décret du 31 janvier 1907.* — Ce décret vise les tabacs en feuilles, les kolas, les armes, les poudres à salpêtres et les autres munitions. Il reproduit, en ce qui concerne ces marchandises, les tarifs du décret de 1905, mais il ajoute :

« En Casamance (Sénégal), les tabacs en feuilles acquitteront seulement un droit de 50 francs et les kolas étrangères un droit de 40 francs par 100 kilogrammes ; les armes, un droit d'importation de 5 % avec une surtaxe de 7 % sur produits étrangers : les poudres et salpêtres, un droit d'importation de 20 francs par 100 kilogrammes, avec une surtaxe de 10 francs et les munitions autres que les poudres et salpêtres, un droit d'importation de 5 % avec surtaxe de 7 %/o. »

Cette réforme est due aux conditions particulières de la Casamance. Enclavés entre la Gambie anglaise

et la Guinée portugaise, les établissements français de la côte sont soumis à la concurrence très active des ports anglais et portugais. Avant 1905, le régime douanier du Sénégal ne s'appliquait pas à la Casamance. Aussi les commerçants français de cette région furent-ils mis dans une situation très désavantageuse par le décret réalisant l'unité de régime. Ils se plaignirent, avec d'autant plus de raison que, ni le Portugal, ni l'Angleterre n'avaient introduit dans leurs colonies de droits analogues. Leurs doléances furent entendues et donnèrent lieu à la réforme de 1907.

4° *Décret du 30 novembre 1907.* — Ce décret a augmenté les droits sur les alcools qui sont désormais soumis aux taxes suivantes :

DÉSIGNATION des produits	Unités sur lesquelles portent les droits	<i>Territoires situés en dehors de la zone visée par la convention du 14 juin 1898</i>		Territoires soumis au régime de la convention du 14 juin 1898
		Droits d'importa- tion	Surtaxe sur les produits étrangers	
Alcools et eaux-de- vie	hectolitre	200 »	30 »	200 »
Vins (au-dessus de 16°)	»	assimilés aux alcools.		

Rien n'est changé en ce qui concerne les tarifs des deux autres catégories d'alcool, mais leur dénomination a été modifiée. Au lieu de « liqueurs », le décret

a mis « liqueurs contenant plus de 25° » et, au lieu de « liqueurs de traite de 25° et au-dessous », on trouve « liqueurs contenant 25° d'alcool au moins ». Le décret a donc pour but une augmentation des droits.

APPENDICE I

Détaxe coloniale.

Afin de favoriser le commerce colonial, la loi du 11 janvier 1892, article 3, alinéa 2, dispose :

« Sont exceptés du régime du tableau E les territoires français de la côte occidentale d'Afrique (sauf le Gabon), Tahiti et ses dépendances, les établissements français de l'Inde, Obock, Diégo-Suarez, Nossi-Bé et Sainte-Marie de Madagascar. En outre, des exemptions ou détaxes pourront être accordées à d'autres produits, naturels ou fabriqués, originaires des établissements ci-dessus, suivant la nomenclature qui sera arrêtée, pour chacun d'eux, par des décrets en Conseil d'État. Les produits, naturels ou fabriqués, originaires de ces établissements, qui, à leur entrée en France, ne seront admis au bénéfice d'aucune exemption ou détaxe, seront soumis aux droits du tarif minimum. »

Ainsi, les établissements de l'Afrique Occidentale française étaient traités sur le même pied que l'étranger. Les produits provenant de ces établissements

avaient droit seulement au tarif minimum, faible avantage accordé à nos colonies. Mais le Conseil d'État avait la faculté d'instituer un régime plus favorable et il en a largement usé. Une série de décrets est venue établir, en faveur de nos colonies d'Afrique, les droits protecteurs dont elles avaient besoin.

La première mesure prise dans ce sens fut le décret du 30 juin 1892. Ce décret a exempté de tous droits l'huile de palme et les bois provenant de la côte occidentale d'Afrique.

Un régime particulier est appliqué au café. Cette denrée, d'abord dégrevée par le décret du 30 juin 1892, a été ensuite régie par la loi du 17 juillet 1900, qui lui a imposé un droit de 58 francs par 100 kilogrammes. En outre, une certaine quantité de café de la Côte d'Ivoire, fixée chaque année par décret, est admise en franchise (1).

Un décret du 22 avril 1896 a exempté de tous droits une certaine quantité de bananes (2) à déterminer à chaque exercice par décret simple.

Un régime analogue a été institué, par le décret du 17 août 1907, pour le cacao originaire du Dahomey (3). On a également proposé de l'étendre au maïs prove-

1. Par décret du 10 février 1909, la quantité de café à admettre en détaxe, pour l'exercice 1909, est fixée à 10.000 kilogrammes (V. *Journal officiel*, 1909, p. 1237).

3. Même décret pour le cacao. Quantité fixée : 10.000 kilogrammes.

nant de cette colonie. C'est une compensation aux avantages accordés, dans les colonies, aux produits français.

APPENDICE II

Organisation du service des douanes.

Le service des douanes fonctionne au Sénégal, dans le Haut-Sénégal et Niger, la Guinée française, la Côte d'Ivoire et le Dahomey. En Mauritanie, aucune tentative d'organisation n'a été faite.

Au Sénégal, le service est dirigé par un inspecteur. Il est assisté de 14 agents du service sédentaire, 69 agents du service actif, 17 préposés indigènes, 26 canotiers et 52 gardes forestiers.

Dans le Haut-Sénégal et Niger, il n'y a que 2 employés, 1 vérificateur de 1^{re} classe à Kayes et 1 brigadier. C'est dire que le service des douanes est, à peu près, inexistant dans cette région.

En Guinée, on trouve : 1 contrôleur de 1^{re} classe, chef de service, 7 agents du service sédentaire, 48 agents du service actif, 24 préposés indigènes.

A la Côte d'Ivoire, il y a 1 vérificateur de 1^{re} classe, chef de service, assisté de 3 agents sédentaires, de 51 agents actifs et de 29 préposés indigènes.

Au Dahomey enfin, le service est dirigé par 1 vérificateur de 1^{re} classe ; il a sous ses ordres 5 agents

sédentaires, 27 agents actifs, 58 préposés indigènes et 45 canotiers.

Cette simple énumération suffit à montrer que, pratiquement, le service des douanes ne fonctionne et ne peut fonctionner que sur la côte. Le commerce terrestre échappe entièrement à sa surveillance.

§ 3. — Le commerce de l'Afrique Occidentale française
avec les différents pays.

Cette étude doit avoir un double but. Le premier est de constater quelles sont les relations de l'Afrique Occidentale française avec les différents pays. Pour cela, il faudra, par une étude des statistiques portant sur quelques années assez éloignées les unes des autres, montrer :

1° La part qui revient à chaque pays dans le commerce général ;

2° Comment, au point de vue économique, se décompose ce commerce, c'est-à-dire sur quels produits il porte ;

3° Quelle voie géographique il emprunte et à quel point du pays étranger il aboutit.

Le second but que nous poursuivrons sera de rechercher les effets de la réglementation douanière de 1905. Pour cela, nous étudierons le commerce moyen des trois dernières années qui ont précédé

le décret et nous les comparerons au commerce moyen des années qui l'ont suivi.

Ce paragraphe sera divisé en autant d'alinéas que nous trouverons d'États intéressés dans le commerce de l'Afrique Occidentale française, mais, bien entendu, c'est sur le commerce avec la France que portera la plus grande partie de notre étude.

*1° Commerce de l'Afrique Occidentale française
avec la France.*

Le tableau suivant montrera, pour les années 1897, 1902, 1908 et 1909, l'importance croissante du commerce avec la France :

	1897	1902	1908	1909
Commerce gén. avec la France.....	37.155.388	58.550.908	108.272.324	122.340.321
Rapp. entre le commerce gén. avec la France et le commerce total.....	43 %	44 %	56,5 %	53,5 %
Importations de France.....	19.360.617	30.205.773	58.013.919	57.559.104
Exportations sur France.....	17.794.771	28.345.135	45.110.817	64.781.217

b) *En quoi consiste le commerce avec la France ?* — Nous devons ici distinguer l'importation et l'exportation et étudier, dans chacune, les produits les plus importants :

Importations (Année 1907)

PRODUITS	Commerce avec la France	Pourcentage dans le commerce total du produit
Farineux alimentaires.....	8.273.171	88 %
Produits et dépouilles d'animaux.	1.264.082	78 %
Denrées colon. de consommation.	2.281.254	39 %
Marbres, pierres, charbons	2.310.176	39 %
Métaux.....	1.235.412	73 %
Savons, médicaments, bougies...	1.450.465	70 %
Fils.....	866.831	53 %
Tissus	7.006.449	22 %
Papier.....	687.539	89 %
Peaux et pelleteries.....	629.182	54 %
Ouvrages en métaux.....	7.471.030	79 %
Armes, poudres et munitions....	1.345.223	63 %
Ouvrages en bois.....	622.007	54 %
Matières diverses.....	1.857.710	54 %

Les produits exportés les plus importants sont :

Exportations (Année 1907)

PRODUITS	Commerce avec la France	Pourcentage dans le commerce total du produit
Peaux brutes, laines.....	738.860	65 %
Fruits et graines.....	24.775.755	67 %
Huiles et sucs végétaux.....	18.136.898	59 %

Importations (Année 1908)

PRODUITS	Commerce avec la France	Pourcentage dans le commerce total du produit
Farineux alimentaires.....	7.843.580	90,7 %
Produits et dépouilles d'animaux.....	1.206.474	70,5 %
Denrées coloniales.....	3.125.873	47,6 %
Marbres, pierres, charbons.....	2.795.741	34,1 %
Métaux.....	5.299.008	90 %
Savons, médicaments, bougies...	499.968	49,9 %
Fils.....	1.291.041	57,1 %
Tissus.....	7.166.048	22,6 %
Peaux et pelleteries.....	871.386	70,9 %
Ouvrages en métaux.....	3.179.829	86,6 %
Armes, poudres, etc.....	1.909.092	87 %
Ouvrages en bois.....	722.945	63,6 %
Matières diverses.....	2.837.113	70 %

Exportations (Année 1908)

PRODUITS	Commerce avec la France	Pourcentage dans le commerce total du produit
Peaux brutes, laines.....	808.106	57,8 %
Fruits et graines.....	25.018.088	61 %
Huiles et sucs végétaux.....	16.823.088	57,1 %

Le commerce avec la France est donc très actif et très varié. Il porte sur tous les produits qui donnent lieu à un commerce sérieux.

c) *Etude des voies commerciales entre la France et l'Afrique Occidentale française.* — Lorsque nous avons étudié les ports africains, nous avons vu que presque tout le mouvement commercial entre la France et l'Afrique Occidentale française, se faisait par Dakar, Saint-Louis et Konakry.

Le tableau suivant va nous montrer qu'en France tous nos grands ports ont une part plus ou moins importante dans le trafic avec la colonie.

	1907				1908			
	Entrée		Sortie		Entrée		Sortie	
	Nom- bre de navires	Ton- nage	Nom- bre de navires	Ton- nage	Nom- bre de navires	Ton- nage	Nom- bre de navires	Ton- nage
Dunkerque.....	10	12,527	16	21,755	11	12,333	17	19,159
Boulogne	»	»	»	»	1	2,601	»	»
Fécamp.....	1	738	»	»	1	726	»	»
Le Havre.....	14	24,008	3	5,422	8	18,855	5	8,835
Cherbourg.....	»	»	»	»	1	725	»	»
Nantes.....	»	»	1	125	»	»	1	142
Rochefort.....	»	»	»	»	»	»	1	53
Bordeaux.....	34	28,207	42	33,751	41	36,058	2	638
St-Louis du Rhône	»	»	»	»	»	»	1	749
Marseille.....	64	94,384	191	173,425	68	79,537	30	40,411
Toulon.....	»	»	1	487	»	»	»	»

d) *Influence du régime douanier sur le commerce avec la France.* — On se rendra un compte exact du commerce général de la France avec l'Afrique Occidentale française en étudiant le graphique dressé par M. François dans son remarquable ouvrage sur l'Afrique Occidentale française. Il montre très net-

tement l'évolution respective du commerce général de l'Afrique Occidentale française et du commerce particulier avec la France.

De 1895 à 1897, le commerce général augmentait légèrement, tandis que le commerce avec la France diminuait. A partir de 1897, les deux se relèvent brusquement ; mais l'augmentation du commerce général est plus rapide et plus importante que l'augmentation du commerce avec la métropole. De 1900 à 1902, les deux courbes cessent de s'élever. En 1903, brusque progression du commerce général, suivie, en 1904 et 1905, d'un temps d'arrêt ; tandis que le commerce avec la métropole reprend lentement, régulièrement, sa marche en avant.

La conclusion que l'on doit tirer de cette étude très instructive est, à notre avis, la suivante : la courbe du commerce avec la France est moins capricieuse, moins brusque dans ses mouvements, moins tourmentée dans son dessin que la courbe du commerce général. La conséquence nécessaire est que le commerce avec la métropole constitue la partie normale, la portion la plus stable du commerce général.

Mais un deuxième fait frappe l'observateur attentif : les deux courbes ont une tendance à s'éloigner l'une de l'autre. Le Commerce général s'est développé trop vite et le commerce avec la métropole en a souffert. L'expansion économique de la colonie ne ré-

sulte pas principalement d'une extension de trafic avec la France.

Les choses en étaient là quand est intervenu le décret de 1905. Depuis cette date, qu'est devenu le commerce avec la France ? Les statistiques nous renseignent à ce sujet. Dans le tableau ci-contre, nous exprimerons le résultat que nous retirons de leur étude, en indiquant :

1° Le total général du commerce avec la France ;

2° Le total général du commerce d'importation avec la France ;

3° Le total du commerce d'exportation avec la France ;

4° Le total du commerce entre la France et le Dahomey, qui est soumis à un régime spécial ;

5° Le total du commerce d'importation entre la France et le Dahomey ;

6° Le total du commerce d'exportation entre la France et le Dahomey.

N. B. — Notre tableau indiquera ces différents chiffres d'après les statistiques du ministère des Colonies pour les années 1905, 1906 et 1907, et pour l'année 1908 d'après une brochure publiée par le Gouvernement général de l'Afrique Occidentale française.

	1905	1906	1907	1908
Commerce tot. avec la France.	68.297.944	76.882.128	89.987.899	103.146.460
Importations.....	41.582.512	39.552.491	43.988.852	58.013.919
Exportations.....	26.715.432	37.329.637	45.999.047	45.132.541
Rapport entre le comm. avec la France et le comm. gén.	44 %	48 %	51,2 %	53,4 %
Rapp. entre les import. franç. et le comm. génér. d'import.	43 %	42,7 %	45,3 %	53,4 %
Rapp. entre les export. franç. et le comm. génér. d'export.	46 %	53,3 %	57,1 %	53,4 %
Commerce total du Dahomey avec la France.....	5.170.932	6.617.579	7.106.191	6.788.000
Importations.....	2.461.276	2.854.750	3.199.537	2.599.000
Exportations.....	2.709.656	3.762.829	3.906.654	4.189.000
Rapp. entre le comm. du Dahomey avec la France et le comm. génér. du Dahomey.	29,2 %	34,7 %	33,9 %	27,2 %
Rapp. entre les import. franç. au Dahomey et les import. générales du Dahomey....	22,9 %	35,8 %	27,4 %	24,3 %
Rapp. entre les exportat. du Dahomey sur la France et les export. gén. du Dahomey.	35,5 %	33,6 %	40,3 %	34,4 %

Il s'est donc produit une augmentation, au profit de la France, dans le commerce d'importation. Mais ce résultat n'a pas une bien grande signification. Au Dahomey, où le régime douanier n'accorde aucun avantage aux marchandises françaises, on constate aussi un relèvement du commerce français. En réalité, c'est donc surtout au mouvement général de notre colonisation qu'est dû le développement du trafic français. Sans doute, le nouveau régime douanier n'est pas étranger à cette augmentation; car, si, au Dahomey, le commerce français, quoique non protégé, a fait des progrès, il est loin d'y avoir pris la même extension qu'en Guinée ou à la Côte d'Ivoire. Dans

ces pays en effet, les importations françaises ont suivi l'évolution suivante, par rapport aux importations totales :

	Guinée	Côte d'Ivoire
1906.....	33,2 %	28,1 %
1907.....	35,9 %	28,7 %
1908.....	58,7 %	43,1 %

Ce sont ces pays qui ont le plus bénéficié du régime protectionniste, puisque ce régime était déjà appliqué en partie au Sénégal et que le Dahomey y est soustrait encore aujourd'hui. D'aucuns trouveront peut-être que les chiffres cités plus haut accusent des résultats assez maigres. Il est certain en effet que la réforme douanière de 1905 n'a pas produit tous les résultats qu'on en attendait.

*2° Commerce de l'Afrique Occidentale française
avec les colonies françaises.*

Les statistiques nous donnent les chiffres suivants :

	1905	1906	1907	1908
Commerce total de l'A. O. F. avec les colonies françaises...	4.148.917	4.852.781	4.611.152	3.156.000
Rapport avec le comm. général.	2,4 %	2 7 %	2,6 %	1,7 %
Importations.....	3.847.673	4.300.182	4.103.956	3.122.000
Rapp. des importat. des colonies franç. avec les import. génér.	4 %	4,8 %	4,3 %	3 %
Exportations.....	301.244	52.599	507.197	34.000
Rapport des export. de l'A. O. F. sur les colonies françaises avec les exportations générales....	0,7 %	0,5 %	0,8 %	0,2 %

Comme on le voit, ce commerce est infinitésimal. A l'importation, il porte principalement sur : les farineux alimentaires (393.603 fr., soit 3 % des importations totales de ce produit); les huiles et sucs végétaux (106.782 fr., soit 5,8 %); les tissus, presque tous destinés au Sénégal (3.351.375, soit 10,9 %). A l'exportation, on ne peut signaler aucun produit important.

Le seul commerce présentant une certaine activité est donc le commerce des tissus. Ces tissus proviennent de France, mais ils sont importés en Afrique Occidentale française, avec un séjour dans une autre colonie.

Quant au tarif douanier de 1905, il paraît n'avoir produit aucun effet sur le commerce intercolonial.

3° *Commerce de l'Afrique Occidentale française
avec l'Angleterre.*

Les tableaux suivants nous donneront une idée de l'importance de ce commerce qui, sur plus d'un point, peut rivaliser avec le commerce français :

a) *Commerce de l'Afrique Occidentale française
avec l'Angleterre.*

	1907	1908
Commerce général.....	37.683.775	35.201.163
Importations.....	25.142.286	23.496.270
Exportations.....	12.541.489	11.704.893

b) *Commerce de l'Afrique Occidentale française
avec les colonies anglaises.*

	1907	1908
Commerce général.....	11.338.957	9.627.921
Importations.....	5.997.056	2.978.028
Exportations.....	5 341.901	6.649.893

c) *Importations* (principaux produits).

	1907	1908
Denrées coloniales.....	849.640	810.009
Huiles et sucs végétaux.....	828.652	»
Boissons (alcools).....	733.654	269.516
Combustibles minéraux.....	3.299.737	3.771.677
Métaux.....	348.849	216.031
Produits chimiques (sel marin)..	317.711	»
Compositions diverses (savons).	403.244	226.834
Fils.....	412.555	390.186
Tissus de coton.....	14.711.267	13.324.111
Ouvrages en métaux.....	957.783	1.151.872
Bimbeloterie.....	569.628	»

d) *Exportations*.

	1907	1908
Fruits et graines.....	3.308.765	166.151
Huiles et sucs végétaux.....	10.764.444	8.099.526
Bois (acajou).....	901.889	1.782.091

Les relations de l'Afrique Occidentale française et, en particulier, de la Côte d'Ivoire avec l'Angleterre, sont donc extrêmement actives. La réforme douanière les a à peine touchées.

*4° Commerce de l'Afrique Occidentale française
avec l'Allemagne.*

Lorsque nous avons étudié les statistiques de la navigation, nous avons vu quel développement avaient pris les relations d'affaires entre l'Allemagne et l'Afrique Occidentale française. Sans doute, les Allemands n'ont pu acquérir dans cette région la même influence que les Anglais. Ils ne sont avantagés, ni par les traités de commerce, ni par la situation de leurs établissements africains. Les comptoirs de Togo et du Cameroun sont de faibles points d'appui pour leurs nationaux. C'est donc surtout à leur énergie et à leur persévérance dans l'effort qu'il faut attribuer la prospérité de leur commerce.

Importations en Afrique Occidentale française.

PRODUITS	Valeur en francs	Rapport entre les importations allemandes et les importations générales de l'A. O. F.
Denrées colon. de consommation..	386.552	5,2 %
Alcool de traite.....	2.022.163	29 %
Combustibles minéraux.....	446.664	4 %
Verroteries.....	344.957	27 %
Fils.....	142.344	»
Tissus (pour les pays autres que le Dahomey).....	662.446	5 %
Tissus (pour le Dahomey).....	1.061.534	28 %
Ouvrages en métaux.....	955.083	9 %
Armes et munitions.....	298.413	15 %
Tabletterie.....	562.329	17 %

Les exportations de l'Afrique Occidentale française sur l'Allemagne ne portent guère que sur les fruits et graines (3.288.516, soit 8 % des exportations totales) et les huiles et sucres végétaux (2.843.305, soit 6 %).

Les importations allemandes se dirigent peu vers le Sénégal. Elles vont surtout au Dahomey, et aussi en Guinée et à la Côte d'Ivoire. Cette particularité s'explique par la proximité des établissements de Togo.

Au contraire, les exportations, à destination de l'Allemagne, partent presque toutes du Sénégal et de la Guinée.

Enfin l'influence du régime douanier s'est fait sentir et la modification de 1905 est certainement pour beaucoup dans la direction que prend le commerce allemand vers le Dahomey où, comme nous l'avons vu, les marchandises françaises ne jouissent d'aucun privilège.

5° Relations de l'Afrique Occidentale française avec la Belgique.

Les relations commerciales avec la Belgique sont peu importantes. On peut seulement relever une importation de minéraux (ciments et houilles) destinés surtout au Dahomey et dont la valeur, en 1907, atteint 47.712 francs. L'exportation de l'Afrique Occi-

dentale française sur la Belgique ne porte guère que sur les arachides, pour une valeur de 774.850 francs.

*6° Relations de l'Afrique Occidentale française
avec la Hollande.*

Avec la Hollande le trafic est un peu plus actif.

A l'importation, nous relevons les chiffres suivants :

Tissus de coton pour le Sénégal	384.427 francs
Alcool de traite pour la Côte d'Ivoire . .	806.229 —
— le Dahomey	114.659 —

Enfin, en 1907, le Sénégal a exporté en Hollande des arachides pour la somme de 3.625.141 francs.

*7° Relations de l'Afrique Occidentale française
avec les États-Unis.*

Le commerce avec les États-Unis s'est beaucoup développé et, à l'importation surtout, les relations sont actives. Nous allons en juger par le tableau suivant :

Tabac pour le Sénégal	929.829 francs
— pour la Guinée. . . .	213.000 —
— pour la Côte d'Ivoire. . .	374.000 —
Bois de pin pour le Sénégal . .	105.000 —

A l'exportation, nous trouvons l'acajou de la Côte d'Ivoire pour une valeur de 74.110 francs.

*8° Relations de l'Afrique Occidentale française
avec la Suède et la Norvège.*

La Suède et la Norvège importent au Sénégal du bois (283.985 fr.) et des métaux (59.920 fr.). Elles importent un peu de bois précieux venant de la Côte d'Ivoire et du Dahomey.

*9° Relations avec le Danemark, l'Italie
et le Portugal.*

Le trafic se borne à une exportation de fruits et graines, du Sénégal en Danemark, pour une valeur de 324.800 francs. Les relations de l'Afrique Occidentale française avec l'Italie et le Portugal sont peu importantes.

*10° Relations de l'Afrique Occidentale française
avec les colonies étrangères de la côte.*

Le commerce avec les colonies voisines constitue, pour le gouvernement de l'Afrique Occidentale française, une ressource considérable. Des navires indigènes font le cabotage de port à port et distribuent,

tout le long de la côte, les produits que les navires européens ne peuvent décharger que dans les grands centres. Le trafic de cabotage, avec les colonies espagnoles, portugaises, anglaises et allemandes, atteint un chiffre très élevé.

C'est ainsi qu'en 1907, le Sénégal a réexporté, sur les pays voisins, 2.445.774 francs de charbons et la Guinée française 257.304 francs de tissus. Ce commerce se fait principalement avec la République de Liberia et la colonie anglaise de Sierra-Leone.

CHAPITRE III

L'Avenir du Commerce extérieur de l'Afrique Occidentale française

L'Afrique Occidentale française est en ce moment dans une période de prospérité. Depuis quinze ans, son commerce extérieur a progressé de façon extraordinaire, brûlant les étapes, arrivant, en fin de compte, à un développement que rien ne faisait prévoir il y a trente ans. Que nous réserve l'avenir ? Il est difficile de répondre à cette question. Cependant il est permis d'établir des probabilités et de voir les modifications susceptibles de se réaliser dans un temps plus ou moins éloigné.

Pour atteindre ce but, nous examinerons d'abord les ressources dont pourra disposer demain le Gouvernement de l'Afrique Occidentale française et nous verrons ainsi l'avenir du commerce d'exportation.

Nous étudierons ensuite les besoins de la colonie. Nous rechercherons dans quelle mesure ces besoins sont appelés à se modifier et à s'accroître, et quelle influence ils peuvent avoir sur le commerce d'importation.

Enfin un troisième point attire notre attention. Quelle part la France aura-t-elle dans le commerce futur de notre grand empire africain ?

§ 1. — L'avenir du commerce d'exportation.

Le fait essentiel, qui a déjà modifié et qui, dans l'avenir, modifiera davantage encore le commerce d'exportation, c'est le développement des voies de communication, et surtout des voies ferrées.

Lorsque nous avons étudié les ports de l'Afrique Occidentale française, nous avons été amené à parler des chemins de fer et nous ne reviendrons pas sur cette question. Nous allons seulement, dans le tableau suivant, montrer les lignes actuellement exploitées, et celles qui sont en construction ou en projet :

1° *Sénégal.*

Chemin de fer en exploitation : Dakar à Saint-Louis (265 km.) ; Thiès à Diourbel (140 km.).

Chemin de fer en construction : Diourbel-Kayes (560 km.).

2° *Guinée française.*

Chemin de fer construit : Konakry à Mamou (300 km.).

Chemin de fer en construction : Mamou à Kouroussa (1) (293 km.).

1. On annonce l'ouverture de cette ligne pour 1910.

3° Côte d'Ivoire.

Chemin de fer en exploitation : Abidjean à Agnéby (82 km.).

Chemin de fer en construction : Agnéby à Kong (230 km.).

4° Dahomey.

Chemin de fer en exploitation : Cotonou-Savé et embranchements (267 km.) ; Porto-Novo-Sakété (37 km.).

Chemin de fer en construction : Agouagou à Kanguï.

5° Haut-Sénégal et Niger.

Chemin de fer en exploitation : Kayes à Koulikoro.

Le réseau ferré de l'Afrique Occidentale française est donc loin d'être achevé. Il est certain que, quand l'agriculture, qui constitue la grande richesse de ce pays, aura à sa disposition les moyens de transport projetés ci-dessus, les exportations atteindront un développement inconnu jusqu'ici. Le jour est proche où les immenses régions de la boucle du Niger, réunies à la côte par la voie ferrée s'ouvriront largement au commerce international et répandront leurs produits sur les marchés européens.

Il est une autre cause qui doit contribuer à l'augmentation du trafic d'exportation : c'est le dévelop-

pement des nouvelles cultures. Les agriculteurs français installés dans l'Afrique Occidentale française et les missions officielles envoyées par le Gouvernement ont, à plusieurs reprises, étudié les possibilités agricoles de notre colonie. De nouvelles méthodes, une culture scientifique, ont été introduites, et, dans plusieurs endroits, d'excellents résultats ont été obtenus. Ainsi le caoutchouc, que l'on ne rencontrait guère que dans la Casamance et en Guinée, tend à se répandre un peu partout, c'est une sorte de vulgarisation qu'entreprennent les Européens. De même le riz qui, naguère, cultivé sans soin, parfois même récolté à l'état sauvage, est aujourd'hui recueilli dans des rizières soigneusement aménagées. Si l'on en juge par la place qu'il occupe dans les statistiques d'exportation, ce produit est appelé à devenir l'une des ressources principales de l'Afrique Occidentale française. Le cocotier a été, sinon introduit, au moins développé dans les environs de Saint-Louis, mais il faut reconnaître que, là, les résultats n'ont pas été très brillants.

Si l'on songe que tous ces efforts sont répétés, non seulement au Sénégal, mais aussi dans les colonies moins civilisées, comme la Côte d'Ivoire et le Dahomey, où chaque jour, avec une ténacité admirable, de nouvelles expériences sont tentées, on ne peut pas ne pas voir là une source de profits considérables pour le commerce d'exportation.

Enfin il est un fait économique qu'il importe de mettre en relief, parce qu'il peut avoir dans l'avenir d'importantes conséquences, c'est la découverte de mines dans l'Afrique Occidentale française, et, en particulier, en Guinée. Pour le moment, ces mines sont à peine repérées, et la mise en exploitation, toujours très coûteuse, ne peut être faite qu'avec beaucoup de lenteur. Mais, étant donné les résultats qu'a produits le travail de prospection, on est en droit de concevoir, pour l'avenir, de très belles espérances.

Cette question des mines nous amène à envisager un côté de notre étude particulièrement intéressant : ce sont les possibilités industrielles de l'Afrique Occidentale française.

Est-il possible de créer des industries dans nos colonies d'Afrique, ou bien doit-on s'en tenir exclusivement à la culture du sol ? C'est là une question fort complexe qui, si nous devions l'étudier sous toutes ses faces, sortirait du cadre de notre travail. Nous allons essayer d'y répondre brièvement.

L'industrie, telle que la conçoivent les nations modernes, se caractérise par les deux points suivants : une production considérable jointe à de vastes débouchés.

Dans la production interviennent deux facteurs : un outillage perfectionné, une main-d'œuvre peu coûteuse. Les colonies sembleraient pouvoir réunir

ces deux qualités. On conçoit parfaitement qu'il soit possible d'amener en Afrique un outillage ultra-moderne. Quant à la main-d'œuvre, elle est, là-bas, aussi bon marché que possible. Tout cela est vrai. Malheureusement, quelque perfectionnées que soient les machines-outils actuelles, elles n'arrivent pas à supprimer toute initiative et toute intelligence de la part de l'ouvrier. Les exemples ne manquent pas. Pourquoi l'industrie anglaise est-elle plus développée que l'industrie française ? Pourquoi l'industrie parisienne est-elle supérieure à l'industrie de province ? C'est, en grande partie, à cause des qualités d'activité, d'intelligence de l'ouvrier anglais comme de l'ouvrier parisien. Or il est incontestable que les indigènes de nos colonies d'Afrique ne possèdent ces qualités à aucun degré. Un temps viendra peut-être, où, sous l'influence de la civilisation, elles pourront se développer en eux. Pour le moment, elles n'existent pas.

Reste la question des débouchés. Là encore nous sommes obligés de constater l'infériorité du marché colonial vis-à-vis du marché européen. Sans doute nos colonies, comme aussi les colonies étrangères voisines, voient chaque jour se créer de nouveaux besoins chez les indigènes. Mais, malgré cela, la vie économique est encore à ses débuts. Supposons un instant qu'à l'heure actuelle un industriel vint monter de grandes usines au Sénégal ; ce n'est pas autour

de lui qu'il cherchera des débouchés; c'est vers l'Europe qu'il écoulera ses produits.

En résumé, dans l'état actuel de la civilisation, les possibilités industrielles de l'Afrique Occidentale française semblent réduites au minimum. Mais, bien entendu, nous ne prétendons pas engager l'avenir. Un temps viendra où, sous l'influence des Européens, grâce aussi à l'impulsion donnée par les chemins de fer, les besoins des indigènes se modifieront. Lorsque de grandes villes se construiront sur les côtes africaines, lorsque l'agriculture aura atteint son complet développement, alors des industries seront nécessaires pour manufacturer sur place les produits du sol. Mais, tant que l'industrie sera obligée de chercher des débouchés au loin, elle ne pourra que végéter.

§ 2. — L'avenir du commerce d'importation en Afrique Occidentale française.

La même cause qui aura influé sur le commerce d'exportation, devra aussi contribuer au développement du commerce d'importation. Cette cause, c'est l'achèvement du réseau ferré, avec, comme conséquence, la pénétration de la civilisation et du commerce européen dans les régions les plus reculées. Grâce au chemin de fer, les marchandises arrivent en grand nombre de la métropole. Mais, curieux effet de la civilisation, ce n'est pas seulement la quan-

tité c'est aussi la qualité des objets importés qui, peu à peu, va se modifier. Les indigènes, en effet, à mesure qu'ils apprécient l'utilité d'un objet, deviennent plus difficiles sur ses qualités. Leurs besoins, plus divers, plus variés, se rapprochent des nôtres et ainsi les importations vont se développant jusqu'au jour, lointain encore, où les indigènes cesseront de faire appel à l'Europe et demanderont à des industries locales les produits dont ils auront besoin.

§ 3. — L'avenir du commerce français
en Afrique Occidentale française.

Un fait apparaît comme certain : toute idée de monopoliser le commerce des colonies au profit de la métropole est exclue. Le commerce colonial devient, de plus en plus, international et la tentative protectionniste de ces dernières années n'a pas produit de résultat appréciable.

En prenant ce fait pour base, on peut en conclure, d'une façon presque certaine, que le commerce français a peu de chances de reprendre en Afrique une situation tout à fait prépondérante.

Nos colonies d'Afrique Occidentale française sont essentiellement des colonies d'exploitation. Les étrangers sont donc aussi bien placés que nous pour y installer des comptoirs, y établir des magasins, y organiser le commerce. Le seul privilège qu'ont les

Français vient de leur position officielle. C'est un avantage peu important. En fait, la liberté du commerce ne pouvant être, ni supprimée, ni même réduite, les étrangers se trouvent, avec nos compatriotes, sur le pied d'égalité.

Il en serait autrement si l'Afrique Occidentale française devenait une colonie de peuplement ; car alors il se créerait un milieu français qui tendrait à diriger vers la France tout le commerce colonial. Mais c'est là une hypothèse tout à fait invraisemblable. Sa réalisation est rendue impossible par le climat d'abord, qui s'oppose à l'introduction de nombreux Européens, et aussi par la diminution de la population en France, qui tend à réduire l'émigration.

Aussi peut-on prévoir l'époque où le commerce français, tout en restant le plus important, ne devancera pas de beaucoup le commerce des pays étrangers, notamment de l'Allemagne, qui paraît faire, chaque année, d'immenses progrès.

Vu : le Président de la thèse,

PAUL LESEUR

Vu : le Doyen,

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>Introduction.</i>	5
§ 1. — Considérations géographiques	5
§ 2. — Histoire de la formation de l'Afrique Occidentale française	9
§ 3. — Géographie économique sommaire de l'Afrique Occidentale française	11
CHAPITRE PREMIER. — Le commerce de l'Afrique Occi-	
dentale française avant 1895.	19
<i>Section I.</i> — Le commerce de l'Afrique Occiden- tale française avant 1863	20
<i>Section II.</i> — Le commerce extérieur du Sénégal de 1863 à 1895.	25
§ 1. — Commerce général.	26
§ 2. — Étude économique du commerce . .	27
§ 3. — Commerce des ports	29
§ 4. — Commerce avec les différents pays .	31
<i>Section III.</i> — Le commerce extérieur de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey de 1863 à 1895.	34
§ 1. — Le commerce extérieur de la Guinée française	34
§ 2. — Le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire.	37
§ 3. — Le commerce extérieur du Dahomey.	39

CHAPITRE II. — Le commerce extérieur de l'Afrique Occidentale française de 1895 à 1908	42
Section I. — Commerce général	43
Section II. — Étude économique du commerce .	61
I ^{re} PARTIE. — Étude du commerce d'importation.	61
§ 1. — Animaux vivants.	62
§ 2. — Produits et dépouilles d'animaux. .	64
§ 3. — Poissons	64
§§ 4 et 5. — Substances animales propres à la médecine et à la parfumerie. Matières dures à tailler	64
§ 6. — Farineux alimentaires	65
§ 7. — Fruits et graines	66
§ 8. — Denrées coloniales de consommation	67
§ 9. — Huiles et sucres végétaux.	69
§ 10. — Espèces médicinales.	69
§ 11. — Bois	71
§ 12. — Fruits et filaments.	71
§ 13. — Teintures et tanin	72
§ 14. — Produits et déchets, végétaux divers	72
§ 15. — Boissons.	73
§ 16. — Marbres, pierres	74
§ 17. — Métaux	75
§ 18. — Produits chimiques	76
§ 19. — Teintures préparées.	77
§ 20. — Couleurs	77
§ 21. — Compositions diverses	78
§ 22. — Poteries	79
§ 23. — Verres et cristaux	79
§ 24. — Fils.	80
§ 25. — Tissus.	80
§ 26. — Papier et ses applications	83
§ 27. — Peaux et pelleteries ouvrées . . .	84
§ 28. — Ouvrages en métal.	85
§ 29. — Armes, poudres et munitions . . .	85

§ 30. — Meubles	86
§ 31. — Ouvrages en bois	87
§ 32. — Instruments de musique.	87
§ 33. — Ouvrages et matières diverses.	88
II ^e PARTIE. — <i>Le commerce d'exportation.</i>	88
§ 1. — Animaux vivants	89
§ 2. — Dépouilles d'animaux	89
§ 3. — Poissons.	90
§ 4. — Matières dures à tailler.	90
§ 5. — Farineux alimentaires	91
§ 6. — Fruits et graines	92
§ 7. — Denrées coloniales	95
§ 8. — Huiles et sucs végétaux.	95
§ 9. — Bois	104
§ 10. — Métaux	104
§ 11. — Autres produits	105
Section III. — Étude des voies du commerce	109
I ^{re} PARTIE. — <i>Étude du commerce terrestre</i>	110
II ^e PARTIE. — <i>Commerce maritime</i>	115
§ 1. — Étude des ports et de leur commerce. . . .	116
I. — Ports du Sénégal.	116
II. — Ports de la Guinée française.	124
III. — Ports de la Côte d'Ivoire	127
IV. — Ports du Dahomey	131
§ 2. — Régime douanier	134
§ 3. — Le commerce de l'Afrique Occidentale française avec les différents pays	147
CHAPITRE III. — L'avenir du commerce extérieur de l'Afrique Occidentale française	164
§ 1. — L'avenir du commerce d'exportation. . . .	165
§ 2. — L'avenir du commerce d'importation. . . .	170
§ 3. — L'avenir du commerce français.	171

